

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBAN

Lire la suite page 18

PROCHE-ORIENT Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, vendredi 14 novembre à l'aube, une « déclaration présidentielle » qui « condamne dans les termes les plus

vigoureux » une décision prise quelques heures plus tôt par l'Irak d'expulser « immédiatement » les experts américains de la Commission des Nations unies chargée du désarmement du pays (Unscorm).

● L'UNSCOM a aussitôt décidé d'évacuer la plupart de ses inspecteurs. Les six Américains membres de l'équipe sont partis dès jeudi soir pour

Amman. ● BILL CLINTON a déclaré que la décision irakienne est « un défi à la communauté internationale », ajoutant que les Etats-Unis répliqueraient d'une manière « très

déterminée ». Mais Washington va « continuer dans les jours à venir à travailler sur ce problème aux Nations unies », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche.

L'Irak adresse un nouveau camouflet aux Nations unies

Le président irakien a expulsé, jeudi 13 novembre, six Américains membres de la commission de l'ONU chargée du désarmement du pays. L'Unscorm a répliqué en retirant vendredi l'essentiel de ses inspecteurs

LA CRISE entre l'Irak et les Nations unies a connu une brusque dramatisation, jeudi 13 novembre, avec la décision de Bagdad d'expulser « immédiatement » les experts américains de la commission chargée de son désarmement (Unscorm). Cette décision a entraîné des réactions en chaîne.

Le chef de l'Unscorm, Richard Butler, a décidé de retirer l'ensemble des membres de ladite commission qui sont basés à Bagdad - 84 dont 6 Américains - dès vendredi et de ne laisser sur place que 19 personnes, dont 7 gardent le centre de surveillance de la capitale. Les 12 autres sont des militaires chiliens en charge des hélicoptères de l'Unscorm.

Empêchés par les autorités irakiennes de rester jusqu'à vendredi, les six inspecteurs américains de

l'équipe ont dû quitter Bagdad dès jeudi soir par la route pour la Jordanie, où ils sont arrivés aux premières heures de la matinée de vendredi. Les soixante-huit autres sont partis vendredi matin par avion pour l'émirat de Bahreïn.

Quelques heures plus tôt, le Conseil de sécurité de l'ONU réuni à New York a voté à l'unanimité l'Irak des « conséquences graves » de sa décision, dans une « déclaration présidentielle » qui « condamne dans les termes les plus vigoureux la décision inacceptable » de l'Irak d'expulser les six experts américains. La déclaration exige « l'annulation immédiate et sans équivoque de cette mesure ».

« La notion irakienne a été mise en prison », a estimé le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, en évoquant les sanctions qui



frappent son pays. « Nous n'avons pas d'autre option », a-t-il souligné pour justifier la décision de son gouvernement d'expulser les experts américains, lors d'une émission en direct sur CNN. M. Aziz a renouvelé la menace irakienne d'abattre l'avion espion américain U 2, qui survole l'Irak à la demande de l'ONU et dont les missions doivent reprendre dimanche selon le Pentagone.

LE « BON SENS » DE LONDRES

A Bagdad, les médias ont diffusé jeudi des chansons patriotiques anti-américaines entretenant une ambiance de mobilisation. Selon un diplomate occidental, la tension est grande à Bagdad depuis quelques jours et des files d'attente pouvant atteindre parfois 1 kilomètre se

forment devant les stations d'essence.

Par « mesure de bon sens », Londres a décidé de dépêcher en Méditerranée son porte-avions HMS-Invisible, qui se trouve actuellement dans les Caraïbes, a annoncé jeudi le ministre britannique de la défense. « Pour l'instant aucune décision » d'envoyer le porte-avions dans le Golfe n'a été prise, a toutefois précisé le ministre, George Robertson, dans un communiqué. La Grande-Bretagne, a-t-il ajouté, « continue d'espérer que Saddam Hussein se pliera à la résolution 1137 du Conseil de sécurité ». Londres continuera de « prendre toutes les mesures diplomatiques à cette fin, mais en attendant nous ne souhaitons exclure aucune possibilité », a ajouté M. Robertson. - (AFP)

Les Etats-Unis se sentent isolés au Conseil de sécurité

NEW YORK (Nations unies) de notre correspondant

C'est avec la Chine que les Etats-Unis ont eu le plus de fil à retordre, jeudi 13 novembre, lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU: furieux contre les Américains pour une déclaration faite le même jour, devant l'Assemblée générale de l'ONU, contre les violations chinoises des droits de l'homme au Tibet, Pékin, qui préside, pour le mois de novembre, le Conseil de sécurité, a décidé de les « punir » en retardant de quelques heures l'adoption de la déclaration présidentielle condamnant Bagdad pour sa décision d'expulser immédiatement les inspecteurs américains de l'ONU.

Le texte, considéré comme « inoffensif » par la quasi-totalité des membres du Conseil, a fait l'objet de tractations « abruptes » entre l'ambassadeur chinois, Qin Huasun, et son collègue américain. Le premier ne s'est pas privé non plus de don-

ner des leçons au président de la Commission des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak (Unscorm), Richard Butler, pour sa décision de retirer tout le personnel de cet organisme « sans même avertir le Conseil ». « La Chine s'est réveillée », notait un diplomate occidental, non parce que Pékin s'intéresse subitement aux affaires irakiennes, mais juste pour montrer aux Américains à qui ils ont affaire.

PAS DE « VIOLATION FLAGRANTE »

La déclaration finalement adoptée par consensus peu après minuit, vendredi, n'évoque pas de « violation flagrante » des termes du cessez-le-feu de la guerre du Golfe, expression qui aurait signalé la nécessité d'une action militaire. L'ambassadeur russe s'est efforcé de souligner ce point: « Le Conseil de sécurité n'est pas encore prêt à endosser l'option militaire », a dit Sergueï Lavrov.

« Le problème est double, d'un côté, le

Conseil ne peut pas accepter les diktats de Bagdad, de l'autre, avec le départ des inspecteurs, la communauté internationale a perdu sa capacité de continuer le désarmement de l'Irak, ce qui pourrait remettre en danger la sécurité de la région », a ajouté M. Lavrov, pour qui le dossier du désarmement de l'Irak ne peut pas être géré par « un seul homme », à savoir le président de l'Unscorm.

Soutenu fermement par la France, Moscou propose « une réunion urgente » d'un organe moribond, composé de vingt et un commissaires, créé en même temps que ladite Commission, en avril 1991, et dont la raison d'être était théoriquement d'avoir « un regard sur les travaux et les objectifs » de celle-ci. Une réunion de ce comité pourrait mettre à l'ordre du jour la question de la recomposition de l'Unscorm, ce que demandent les Irakiens. Toujours à la demande de la Russie, le Conseil de sécurité a invité M. Butler à se présenter devant lui afin « d'évaluer la capacité de la Commission,

dans la situation actuelle, à remplir son mandat ».

« C'est tout de même hallucinant, a commenté un diplomate américain. A les écouter, on dirait que ce sont Richard Butler et Washington qui sont coupables, et non pas Saddam Hussein. » Et d'ajouter: « Voyez ce qui s'est passé depuis vingt-quatre heures. Le Conseil adopte une résolution condamnant l'Irak qui expulse le personnel de l'ONU et, à New York, on trouve le moyen d'accuser l'Unscorm. »

« Le Conseil est à court d'options », admettent volontiers les diplomates: « Que voulez-vous que l'on fasse contre un pays qui incite à une réaction militaire en estimant qu'il n'a plus rien à perdre ? » Selon l'un d'eux, « de toutes les façons, les Américains utiliseront la force quand ils y seront prêts, quand ils sauront comment et sur quels objectifs. Pour l'instant, leur priorité reste l'unanimité de la communauté internationale ».

Afsan Bassir Pour

Washington s'efforce d'obtenir un soutien diplomatique pour une action militaire

WASHINGTON de notre correspondant

Une réunion dite « stratégique » à la Maison Blanche, réunissant autour de Bill Clinton les responsables de la diplomatie et de la défense; la rhétorique menaçante de représentants de l'administration qui monte de plusieurs crans; le départ de Bagdad des experts de l'ONU: les émissions spéciales volontiers dramatiques de CNN, montrant des avions de chasse décollant du porte-avions Nimitz... tout y est: les Etats-Unis sont prêts, de nouveau, à infliger une « punition » militaire à Saddam Hussein.

Officiellement, bien sûr, la diplomatie n'est pas abandonnée, mais elle paraît désormais avoir pour fonction première de justifier à l'avance une action militaire: Was-

hington cherche à renforcer l'impression que, si le choix d'une « frappe » américaine en Irak est effectué, il résultera d'un semblant de consensus de la communauté internationale. Tel est le sens de la déclaration du Conseil de sécurité adoptée, jeudi 13 novembre, à la demande de Washington. Son objectif est de montrer au président irakien que sa tentative de diviser la communauté internationale a échoué, a précisé le porte-parole du département d'Etat.

C'est dans ce registre que s'est également placé Bill Clinton à l'annonce de l'expulsion des six Américains membres de la commission des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak (Unscorm), ordonnée par Bagdad. Il s'agit d'« une décision clairement inaccep-

table » et d'un « défi à la communauté internationale », a souligné le chef de la Maison Blanche. M. Clinton, que ses conseillers ont décrit comme ulcéré par la vexation consistant à obliger les experts américains à quitter l'Irak par la route, jusqu'à Amman, la capitale de la Jordanie, et non par avion, vendredi matin, avec les autres membres de l'Unscorm, a insisté sur son intention d'agir à l'avenir de manière « très déterminée ».

PRÊTS À AGIR SEULS

Il est important « pour la sécurité du monde » que l'Unscorm puisse continuer son travail, a-t-il ajouté. Cette explication, avancée par plusieurs responsables de l'administration, participe de la même volonté de préparer l'opinion internationale

- en particulier arabe - et américaine à une inévitable escalade militaire, au cas où Bagdad ne céderait pas: depuis 1991, a rappelé M. Clinton, l'Unscorm a découvert et annihilé plus d'armements de destructions massives que les alliés n'en avaient détruit en Irak pendant toute la guerre du Golfe. Chaque jour qui passe, a insisté Richard Butler, le chef de l'Unscorm, permet à l'Irak de renforcer son arsenal.

Ce message semble avoir été bien compris au Congrès. La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants a adopté une résolution appelant à une solution diplomatique pour faire plier Saddam Hussein, puis, en cas de refus de celui-ci, à des sanctions militaires sous l'égide de l'ONU. En dernier ressort, les Etats-Unis ne doivent pas hésiter à agir seuls, ajoute le texte. Le républicain Newt Gingrich, speaker (président) de la Chambre, a fait part de son soutien personnel à toute initiative présidentielle destinée à obliger Saddam Hussein à cesser de « défier le monde civilisé ».

Un sentiment identique prévaut au Sénat, et, semble-t-il, dans l'opinion: selon un sondage de la chaîne de télévision ABC, 84 % des Américains sont favorables à des frappes militaires si Bagdad s'avise de prendre pour cible les avions espions U 2 et 54 % d'entre eux sont d'un avis identique au cas où les experts américains continuent d'être exclus des missions d'inspection de l'Unscorm. Cette question étant désormais dépassée par les événements, l'administration Clinton est placée devant des choix difficiles.

Il paraît avéré que les condamnations répétées des Nations unies ne changeront rien à la détermination de Bagdad, d'autant que plusieurs pays - en particulier la Russie, la France, la Chine et l'Egypte - ne s'associeront pas à une initiative du Conseil de sécurité préconisant une action militaire contre l'Irak. Was-

hington estime cependant que les résolutions adoptées précédemment autorisent de facto l'utilisation de la force. Une telle option est aujourd'hui facilitée par le départ des experts de l'Unscorm, qui pouvaient à tout instant être retenus en otage par les Irakiens.

Quels objectifs des frappes militaires seraient-elles supposées atteindre? La destruction d'installations militaires irakiennes convaincra-t-elle le régime de Bagdad d'appliquer les résolutions de l'ONU, lesquelles prévoient implicitement la présence d'experts américains dans les rangs de l'Unscorm? Parce qu'elle n'est pas sûre de pouvoir répondre par l'affirmative à cette question, l'administration Clinton tente un ultime effort pour convaincre les membres du Conseil de sécurité d'adopter de nouvelles sanctions contre l'Irak. Après quoi, Washington n'aura probablement d'autre alternative que la fuite en avant sur le plan militaire, avec des conséquences diplomatiques fâcheuses, que l'on peut déjà percevoir.

Les Etats-Unis sont en effet de plus en plus isolés au Proche-Orient, ainsi que le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright va le constater la semaine prochaine, lors du sommet économique de Doha, au Qatar. Ni l'Egypte ni l'Arabie saoudite, soit les deux alliés les plus importants de Washington dans la région, ne seront présents. Cette absence constitue certes une manière de protester contre l'enlèvement du processus de paix israélo-palestinien - et contre l'attitude américaine, jugée systématiquement favorable à Jérusalem -, mais elle pourrait annoncer un phénomène plus préoccupant, celui d'une solidarité arabe bénéficiant à l'Irak. A plus forte raison si la télévision de Bagdad est en mesure de montrer des images de civils irakiens massacrés par les missiles américains.

Laurent Zechin

Vivre me tue

PAUL SMAÏL

« La chronique de la vie ordinaire d'un jeune Beur à Paris. Et ça vaut le coup. C'est très beau, c'est très savoureux, c'est drôle, c'est rapide et c'est un livre plein de colère. Il y a des pages d'une drôlerie et d'une férocité extraordinaires... »

Pierre Assoline
La Musique et la Plume
France Inter

B. Balland

Mouna Naïm

Le turc du Refah de dissolution

Le général de « foyer anti-laïque »
la plus importante du Parlement turc
1995 envisage une nouvelle structure

« Le turc du Refah » qui a été élu à la tête du Parlement turc, le 15 novembre, est le plus important des représentants du mouvement islamiste. Le général de « foyer anti-laïque » la plus importante du Parlement turc 1995 envisage une nouvelle structure. Le mouvement islamiste a été élu à la tête du Parlement turc, le 15 novembre, et le général de « foyer anti-laïque » la plus importante du Parlement turc 1995 envisage une nouvelle structure. Le mouvement islamiste a été élu à la tête du Parlement turc, le 15 novembre, et le général de « foyer anti-laïque » la plus importante du Parlement turc 1995 envisage une nouvelle structure.

de la Caspienne

Asie



production en mer du Nord

La production de pétrole en mer du Nord est en pleine expansion. Les compagnies pétrolières ont investi des milliards de dollars dans de nouvelles plateformes et pipelines. La Norvège, le Royaume-Uni et la Russie sont les principaux producteurs. La production est estimée à plus de 1 million de barils par jour.

L'Union européenne et l'Iran normalisent leurs relations

BRUXELLES. Après sept mois de crise entre l'Iran et l'Union européenne (UE), les ambassadeurs de l'UE vont retourner en deux groupes dans la capitale iranienne, a annoncé jeudi 13 novembre la présidence luxembourgeoise de l'UE. Les treize premiers diplomates de haut rang étaient attendus, dans la matinée du vendredi 14 novembre à Téhéran, selon des sources diplomatiques. Leurs collègues français et allemand, Jean-Pierre Massot et Horst Baechmann, suivront en prenant l'avion ensemble vendredi 21 novembre. Le rappel collectif des ambassadeurs des quinze pour consultations avait été décidé le 10 avril, après un verdict de la justice allemande mettant en cause les autorités iraniennes dans la mort de quatre opposants kurdes iraniens en 1992 à Berlin. Depuis, Téhéran conditionnait le retour des diplomates au fait que le représentant de Bonn devait revenir en dernier et seul. - (AFP)

La police empêche l'opposition de manifester dans les rues d'Alger

ALGER. Un impressionnant déploiement des forces de sécurité a empêché militants et sympathisants des partis d'opposition de manifester, jeudi 13 novembre à Alger, contre la fraude aux élections locales du 23 octobre. Dès le début de l'après-midi, des policiers ont interdit aux voitures et aux piétons tous les accès menant à la place du 1er Mai, point de départ de la manifestation, ainsi qu'à la rue Hassiba Ben Bouali qu'elle devait suivre jusqu'au siège de l'Assemblée nationale. Pendant qu'un hélicoptère survolait les lieux, des policiers casqués munis de gilets pare-balles et de boncliers, certains armés de grenades lacrymogènes, barraient les rues. Six partis de l'opposition qui contestent les résultats des élections locales du 23 octobre ont appelé à cette manifestation, bravant l'interdiction des autorités. La grève à laquelle ils avaient appelé la veille n'a pas été suivie. - (AFP, Reuters)

La Malaisie en bonne santé malgré la crise boursière

KUALA LUMPUR. L'économie de la Malaisie est encore solide et n'a pas besoin d'aide extérieure a indiqué, jeudi 13 novembre, Michel Camdessus, en visite dans la capitale du pays. Le directeur-général du Fonds monétaire international (FMI) a néanmoins ajouté que les autorités malaises devaient adopter une approche prudente face à la croissance rapide de l'utilisation du crédit et du déficit du pays. « La Malaisie est dans une situation solide même si le pays a été affecté par les problèmes rencontrés par ses voisins », a-t-il déclaré. « Je pense que la Malaisie peut faire face à la crise actuelle. Je ne vois pas pour l'instant la nécessité d'une aide du FMI pour la Malaisie. » Le directeur-général du FMI, en tournée dans les pays du Sud-Est asiatique plongés dans une tourmente financière depuis le mois de juillet, a indiqué plus tôt dans la journée à Singapour que la crise financière en Asie était une « bénédiction cachée » pour la région, qui déboucherait sur des taux de croissance élevés après une rapide période d'ajustement. Le président français Jacques Chirac, a estimé, jeudi 13 novembre, en marge du sommet de la Francophonie à Hanoi, que les turbulences des Bourses asiatiques n'étaient qu'« un accident de parcours » dont il n'y avait « pas lieu de s'inquiéter ». - (AFP)

DIPLOMATIE

■ ONU : le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, devait annoncer, vendredi 14 novembre, la nomination du Brésilien Sergio de Mello comme secrétaire général adjoint chargé des affaires humanitaires. Il remplace le Japonais Yasushi Akashi. M. de Mello est actuellement l'adjoint du Haut commissaire pour les réfugiés, la Japonaise Sadako Ogata. - (Corresp.)

ASIE

■ PHILIPPINES : un mouvement séparatiste musulman a signé un accord de cessez-le-feu, vendredi 14 novembre, avec le gouvernement de Manille. Le Front moro islamique de libération (MILF) ne s'était pas associé avec les accords de paix conclus en 1996 entre le gouvernement philippin et le Front moro de libération nationale (MNLF), la principale organisation séparatiste musulmane du pays. Le MILF, qui revendique un Etat séparé dans la région de Mindanao, au sud du pays, compte environ 100 000 hommes sur le terrain. - (AFP)

EUROPE

■ BOSNIE : la nouvelle assemblée municipale de Brcko (nord-est de la Bosnie-Herzégovine) a élu, jeudi 13 novembre, un maire serbe, Boroko Reljic, un président musulman, Mirsad Djapo, pour l'assemblée de la ville et un Croate, Teodor Gavric, chef de la police multi-ethnique, a annoncé la radio bosniaque. Les partis politiques de l'entité serbe de Bosnie, avaient obtenu 30 des 56 sièges que compte le conseil municipal de Brcko, lors des municipales des 13 et 14 septembre, contre 23 sièges aux partis musulmans et trois aux Croates. Mais les élus serbes ont accepté l'élection d'un représentant de chaque communauté, suivant les consignes du superviseur international pour Brcko, Rnbert Farrand. - (AFP)

■ VATICAN. Jean Paul II a reçu, mercredi 12 novembre au cours d'une brève audience, Adnane Agca, frère du terroriste turc Mehmed Ali Agca qui avait tenté de l'assassiner en 1981 sur la place Saint-Pierre. Aucun détail n'a été communiqué sur cet entretien mais, selon La Repubblica, Adnane Agca serait venu à Rome pour demander au pape d'intercéder plus activement auprès du président de la République italienne, Oscar Luigi Scalfaro, afin qu'Ali Agca, condamné à la prison à vie, soit gracié. Selon le quotidien, il aurait été répondu à Adnane Agca que le pape avait, de son côté, « fait tout ce qui est possible. Il a déjà pardonné, mais, pour sa part, Ali Agca n'a pas dit toute la vérité ». - (AFP)

■ UKRAINE : plus de 650 000 personnes souffrent de la tuberculose en Ukraine, sur 50,6 millions d'habitants, a indiqué jeudi 13 novembre le chef du Comité d'Etat pour l'industrie médicale et biologique. « Chaque année 24 000 nouveaux cas sont détectés et 7 000 personnes meurent de cette maladie », a-t-il précisé. Entre 1990 et 1996, le nombre de tuberculeux a augmenté de 43 %. - (AFP)

AFRIQUE

■ Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine, se rendra en Afrique au mois de décembre, a indiqué, jeudi 13 novembre à Montréal, le secrétaire américain aux transports, Rodney Slater. Il a ajouté que le président Bill Clinton envisageait aussi de se rendre en Afrique « plus tard dans son mandat ». Ces visites sont « en relation avec l'initiative africaine » de la Maison Blanche, a précisé M. Slater, en référence à l'annonce faite en juin par Bill Clinton de la mise en place d'un nouveau partenariat avec les pays africains. - (AFP)

■ CONGO-KINSHASA : la mission d'enquête des Nations unies sur les massacres de réfugiés hutus rwandais dans l'ex-Zaïre a atterri en vain, jeudi 13 novembre, à Kinshasa une réponse du gouvernement à sa demande d'audience, préalable au début de ses investigations sur le terrain. - (AFP)

Le FBI abandonne la piste criminelle dans l'enquête sur l'explosion du Boeing de la TWA

Les autorités retiennent la thèse d'un accident mécanique

Seize mois après l'explosion du vol 800 de la TWA, entre New York et Paris, qui provoqua la mort des deux cent trente passagers et

membres d'équipage, au large de Long Island, les services chargés des investigations aux Etats-Unis sont désormais d'accord pour écarter les

hypothèses d'un attentat terroriste et d'un missile de l'armée américaine. Le FBI l'a annoncé officiellement aux familles des victimes.

DANS UN COURRIER reçu, jeudi 13 novembre, par l'association Victimes du vol 800, le FBI a officiellement mis fin à la controverse qui opposait, depuis juillet 1996, les tenants des trois hypothèses : accident mécanique, bombe terroriste, ou missile « perdu » de l'US Navy, entre lesquelles les autorités américaines avaient jusqu'à présent refusé de trancher.

Au terme d'une « enquête approfondie et totale » visant à « déterminer, avec de grands degrés de certitude, si la tragédie était la conséquence d'un acte criminel ou terroriste », le responsable des investigations au FBI, James Kallstrom, indique, par sa lettre rédigée dans un français un peu approximatif, qu'« il n'y a pas d'autres raisons de nous faire croire que la tragédie est due à un acte criminel ».

« Je suis totalement persuadé que les théories d'un complot n'ont pas des faits de base », ajoute M. Kallstrom, en annonçant que l'enquête du FBI est désormais terminée. « L'enquête de cette tragédie a été la plus totale, approfondie, et la

plus coûteuse qui fut jamais menée » par l'agence criminelle américaine, souligne encore M. Kallstrom. Plus de sept mille interrogatoires ont été conduits, tandis que la maquette de l'appareil a été presque entièrement reconstituée avec ses innombrables fragments récupérés au fond de l'océan.

« Le FBI nous a annoncé qu'il abandonne la piste criminelle, y compris celle d'un complot », a aussitôt pris acte Michel Breistroff, vice-président de l'association française « Victimes du vol 800 ». « C'est une information très formelle, a toutefois nuancé le responsable de cette association représentant cent cinquante familles des passagers et membres d'équipage qui ont trouvé la mort au large de New York, quelques minutes après le décollage, car nous le savions déjà de manière officielle depuis plusieurs mois ».

La position officielle du FBI vient en particulier démentir la thèse du « complot » qui, développée depuis des mois dans la presse internationale par des enquêteurs privés et tendant à dédouaner la

responsabilité de Bneing et de TWA, affirmait qu'un « missile ami » (friend missile) de l'US Navy aurait abattu l'avion par erreur. Début novembre, le principal propagateur de cette thèse diffusée sur Internet, l'Américain Ian Goddard, s'est tardivement rétracté. Mais le journaliste Pierre Salinger, ancien chef du service de presse du président Kennedy, qui avait relayé cette version en co-signant notamment un article de Paris Match avec Ian Goddard, a maintenu ses accusations, sans apporter davantage de preuves.

L'AVIATION CIVILE SUR LA SELLETTE

L'association « Victimes du vol 800 » a, pour sa part, début septembre, décidé de mettre sur la sellette les sociétés Boeing et TWA, ainsi que l'Agence américaine de l'aviation (FAA), en réclamant leur mise en examen au juge d'instruction parisien chargé du volet français de l'affaire, Chantal Perdrix (Le Monde du 6 septembre). L'association s'est ainsi engagée dans la brèche ouverte en décembre 1996 par le Bureau américain pour la sécurité des

transports (NTSB), dont les experts aéronautiques ont mené l'enquête technique sur l'accident aux Etats-Unis, parallèlement aux investigations criminelles du FBI.

Le 13 décembre, le NTSB avait adressé des « recommandations urgentes » aux autorités de l'aviation civile dans le monde entier et aux compagnies aériennes possédant des Boeing 747, afin qu'elles prennent des mesures pour modifier les réservoirs de carburant de ce type d'avions. Le 22 mai, Boeing avait recommandé aux compagnies de vérifier leurs réservoirs centraux.

L'association des victimes reste dans l'attente « des informations précises sur les raisons de la défaillance mécanique ayant causé le drame », nous a déclaré M. Breistroff, en précisant qu'un CD-Rom compilant les résultats de l'enquête du NTSB sera prochainement transmis à l'association qui assistera, à partir du 8 décembre, à la procédure d'auditions publiques organisée par la NTSB à Baltimore.

Erich Inciyan



Ma chère Sophie,
Le ciel est transparent
comme du cristal et la
neige crisse agréablement.
Je fête le Noël au dans
la ville de mes rêves,
Stockholm. Je fais de
longues promenades et j'ai
même skié en pleine ville,
sur la glace sous les ponts,
tout est me régalant de
chocolat chaud.
Je visite les expositions et
dans les magasins beaucoup
d'objets anciens et
artistiques.
Je te souhaite une
bonne année.
Ta sœur qui t'aime

Suède
Mademoiselle
Sophie Gauthier
8, rue Monton-Duvernoy
F-75014 PARIS
France

La durée du vol jusqu'à Stockholm est d'environ 2 heures sans escale. Choisissez parmi les nombreux forfaits la formule qui vous convient le mieux. Pour en savoir plus, contactez l'Office Suédois du Tourisme, tél. 01 53 43 26 27, fax 01 53 43 26 24, ou votre agent de voyages, ou informez-vous par Minitel 3615 FLY SAS (2.23 frs/min). Stockholm: <http://www.stofoto.se>
Que diriez-vous d'envoyer quelques cartes postales de Stockholm?

Les fabiusiens devraient maintenir leurs positions dans la majorité du PS

Les militants socialistes achevaient de voter vendredi 14 novembre

Les adhérents du PS achevaient de voter vendredi 14 novembre, sur les motions pour le congrès du PS, du 21 au 23 novembre à Brest : la motion A, de

François Hollande, premier secrétaire délégué ; la motion B d'anciens poperénistes menés par Marie-Thérèse Muttin et la motion C de la Gauche socia-

liste. Selon des résultats partiels, la participation serait entre 65 % et 70 %. La motion A aurait près de 85 %, la B près de 5 % et la C autour de 10 %.

SELOON des résultats partiels, dans l'attente des grosses fédérations comme le Pas-de-Calais et le Nord, sur le vote des motions pour le congrès de Brest, la Gauche socialiste, créditée entre 9 % et 11 %, n'a plus guère de chances de retrouver les 16,19 % qu'elle avait obtenus en décembre 1996 à la convention sur l'économie. La motion A, de François Hollande, devrait réaliser 85 %, tandis que la motion B, celle d'anciens poperénistes, a du mal à franchir la barre des 5 %. La Gauche socialiste a des difficultés dans ses fiefs. Dans l'Essonne, la motion C a obtenu 40,77 % des voix contre 56,99 % pour la motion A et 2,24 % pour la B. En Vendée, la Gauche socialiste obtiendrait 35 % et elle friserait la majorité dans le Cher.

Selon les résultats définitifs en Dordogne, la motion A arrive largement en tête avec 89,38 % devant la motion B 5,9 % et la motion C 4,72 %. Dans les Landes, sur les terres d'Henri Emmanuelli, rallié à la motion A, celle-ci est arrivée largement en tête avec 74,89 % des voix, devant la motion B, défendue dans le département par le député Alain Vidalies, qui a recueilli 22,79 % des suffrages. La motion C n'a obtenu que 2,32 %. Selon des résultats partiels, la Gauche socialiste obtiendrait 30,6 % en Mayenne, 18 % en Haute-Garonne, 20 % dans le Calvados, dans l'Aveyron et dans le Finistère, 12 % à Paris, 12 % dans le Lot-et-Garonne. Selon des résultats

partiels dans les Bouches-du-Rhône, la motion A serait à 89,53 %, la B à 1,47 % et la C à 9 %.

Sans attendre les résultats définitifs des votes, communiqués lors des congrès fédéraux samedi 15 novembre, les différents composantes de la motion A, lors d'une réunion jeudi 13 novembre, ont esquissé la répartition des places au conseil national pour les 204 membres élus à la proportionnelle des courants. Sur la base de 85 % pour la motion A, et sous réserve d'ultimes ajustements en fonction des résultats définitifs, la motion A aurait 172 élus sur 204 (84,31 %), la Gauche socialiste et les « mutinistes », s'ils franchissent la barre de 5 %, se partageant 32 élus. Sur ces 172 élus, le bloc majoritaire jospino-rocariole en aurait 111 (54,4 %), soit 54 jospinistes, 27 rocarioles, 2 Agir en socialistes, 7 Partages, 11 mauroyistes et 10 amis de Martine Aubry.

« MULTICARTES » OU « BICARTES » Dans le deuxième cercle - ceux qui ont rallié la motion A après avoir présenté leurs contributions -, les fabiusiens auraient 44 élus, les emmanuelliistes 10, les amis de Louis Mermaz 4, les anciens poperénistes menés par Michel Debut 2 et Jean-Marie Bockel un.

Avec 54 élus, les proches de Lionel Jospin constituent la majorité du bloc majoritaire jospino-rocariole. Avec 26,5 %, ils quadruplent

presque le nombre d'élus qu'ils avaient en novembre 1994, à l'issue du congrès de Liévin (15 élus et 7,35 %). A Liévin, les amis de M. Jospin s'étaient répartis entre emmanuelliistes, rénovateurs et motion 2 (Agir en socialistes). Cette dernière avait obtenu 16 élus (7,84 %). Trois ans plus tard, elle a éclaté et ne retrouve que deux élus pour Agir en socialistes et un, Christophe Clergeau, pour Changer, abrité par les rocarioles. En 1994, les rocarioles avaient fait cause commune avec les amis de Pierre Mauroy et de Martine Aubry dans un pôle rénovateur qui avait eu 42 élus (20,6 %). A l'issue de Brest, les rocarioles (13,2 %) seront le troisième groupe du PS, devant les mauroyistes (5,4 %) et les aubryistes (4,9 %) qui viennent, pour l'essentiel, des rangs de l'association Agir comme l'ancien maire de Valence, Rodolphe Pesce.

Dans cette majorité « plurielle » du PS, les amis de Laurent Fabius tiennent bien leur épingle du jeu, en maintenant leurs positions. Le président de l'Assemblée nationale se réferait à son score du congrès de

Rennes, en 1990, (28,84 %), mais il n'avait, en fait, que 22,06 % dans le conseil national sortant ce qui faisait des fabiusiens le premier groupe.

En passant de 45 à 44 élus, soit 21,6 %, les amis de M. Fabius deviennent la seconde composante numérique de la majorité. Depuis 1994, plusieurs fabiusiens ont rejoint le groupe Partages qui, autour de François Rebsamen et Régis Passerieux, devrait avoir 7 élus, dont un transfuge récent de la personne d'André Billardon. C'est le bloc « Emmanuelli-Mermaz-Poperen » qui souffre le plus puisqu'il passe de 76 à 16 élus, en ne comptant que les poperénistes ralliés à la motion A. Chacun peut se consoler au PS aujourd'hui dans la mesure où l'ombre de responsables sont « multicartes » ou « bicartes », pouvant être jospino-rocariole, rocariole-aubryiste, jospino-aubryiste ou jospino-emmanuelliiste. La seule catégorie qui reste introuvable, c'est celle des jospino-fabiusiens.

Michel Noblecourt

M. Chevènement s'enquiert d'éventuelles « infractions » du service d'ordre du FN

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL du Front national, Bruno Gollnisch, ainsi que le responsable du Département protection-sécurité (DPS) de ce mouvement, Bernard Courcelle, ont opposé « le démenti le plus formel » aux informations apportées par « Dominique » sur les agissements du service d'ordre du FN publiées dans *Libération* du 13 novembre (*Le Monde* du 14 novembre). Selon eux, « Dominique » n'existerait pas et les propos rapportés seraient « truffés d'affabulations mensongères ». France 2 a cependant diffusé, lors de son journal de 20 heures, jeudi 14, un bref entretien avec ce dernier, qui a confirmé l'existence « d'une unité à part », d'une « équipe de choc », au DPS ainsi que la présence de « fignos » dans les « sacs perso » de certains. France 2 a aussi affirmé que la direction du FN avait ouvert une enquête interne pour identifier « Dominique ». Interrogé à l'issue d'une réunion du gouvernement à Matignon, le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a déclaré qu'il allait « regarder » si le DPS a commis des « infractions avec la loi ». De son côté, Reporters sans frontières demande au ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, d'ouvrir une enquête « de manière à faire la lumière sur cette affaire ».

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : Le premier ministre enregistre une hausse de sa cote de popularité de 6 points en un mois, selon le dernier sondage d'Ifops, réalisé les 7 et 8 octobre, donc à la fin du conflit des routiers, auprès d'un échantillon national de 960 personnes et publié par *Le Point* (daté 17 novembre). Lionel Jospin recueille 60 % d'opinions favorables, son meilleur score depuis son arrivée à l'hôtel Matignon, contre 34 % d'opinions défavorables. De son côté, le président de la République enregistre son meilleur score depuis janvier 1996 : Jacques Chirac recueille, en effet, 49 % d'opinions favorables (+1 point en un mois) et 42 % d'opinions défavorables (+3 points). ■ **SYNDICAT** : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a, jeudi 14 novembre, qualifié de « grossiers » et « vulgaires » les propos tenus par Marc Blondel, secrétaire général de FO, dans *L'Événement du Jeudi* (*Le Monde* du 14 novembre). « Ce n'est pas mon registre, ce n'est pas ma manière de dialoguer, encore moins de polémiquer, avec un leader syndical », a poursuivi la secrétaire générale de la CFDT. M. Blondel avait notamment déclaré à l'hebdomadaire que « [soit] boulot, ce n'est pas de faire l'amour avec les premiers ministres, que ce soit Juppé ou Jospin » et il avait accusé M. Notat de « trahison » dans le conflit des routiers.

L'accès à la nationalité sera simplifié pour les enfants de ressortissants des anciennes colonies

LA COMMISSION des lois de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 13 novembre, le projet de loi sur la nationalité. Les commissaires de la majorité ont voté l'amendement du groupe socialiste, qui fixe à treize ans au lieu de seize l'âge à partir duquel un enfant d'immigré pourra demander la nationalité française (*Le Monde* du 14 novembre). Le groupe communiste, qui avait déposé un amendement permettant l'acquisition de la nationalité par déclaration des parents dès la naissance - solution prônée par le rapporteur PS, Louis Mermaz -, n'était pas représenté lors de cette réunion.

Dans le bot de « pramauvor l'égalité plénière dès la naissance », Guy Hascoët (Verts) a défendu un amendement correspondant à un droit du sol « intégral », dont Véronique Neiertz (PS) s'était faite l'avocate au sein du groupe socialiste. La commission, qui a porté à vingt et un ans l'âge limite pour le calcul des cinq années de résidence nécessaires pour l'acquisition de la nationalité, a supprimé cette condition lorsque l'enfant a été adopté par une personne de nationalité française n'ayant pas sa résidence habituelle en France.

Sans autoriser l'acquisition de la nationalité dès la naissance, la commission a adopté un amendement de Bernard Roman (PS), Bruno Le Roux (PS) et Jean-Pierre Michel (MDC) qui permet, sur présentation du livret de famille, la délivrance d'une « carte d'identité républicaine » à tout enfant né en France de parents étrangers titulaires d'une carte de résident. Cette formulation a été préférée à celle de « passeport pour la citoyenneté française » initialement proposée par les députés du Mouvement des citoyens. Pierre Mazeaud (RPR) s'est déclaré favorable à la création de ce titre, qui doit notamment permettre aux enfants mineurs de circuler librement dans les pays de la zone Schengen.

Contre l'avis de l'opposition, la commission a réduit de deux ans à un an (contre six mois avant la loi Méhaignerie) le délai au terme duquel l'étranger marié à un Français peut acquérir la nationalité française. Cette décision risque de poser un problème de cohérence avec le projet sur l'immigration de

M. Chevènement, qui exige un délai de deux ans après le mariage pour l'attribution d'une carte de résident. Soucieux de « sortir de la culture de suspicion qui prévalait dans les dispositions récentes », M. Hascoët souhaitait permettre l'acquisition de la nationalité dès le mariage.

La commission, qui a également décidé de supprimer l'exigence des cinq années de résidence pour la naturalisation des réfugiés, a cherché à accélérer la délivrance des certificats de nationalité. Elle a adopté un amendement prévoyant que, six mois après la remise d'un récépissé, l'absence de réponse vaudra acceptation implicite de l'administration. Les députés ont également adopté des amendements rétablissant le « double droit du sol », qui rend français dès la naissance les enfants nés en France de parents nés avant l'indépendance d'anciennes colonies. Ce droit avait été limité, en 1993, aux enfants nés avant le 1^{er} janvier 1994. En outre, les conditions restrictives prises en 1993 à l'application du double droit du sol aux Algériens seront levées.

La commission a aussi rétabli la possibilité d'une réintégration dans la nationalité par simple déclaration des personnes nées dans l'ancien empire français. Les députés veulent aussi inciter les jeunes devenant français à substituer un prénom français à leur prénom étranger : ils devraient pouvoir le faire par simple déclaration.

Jeudi matin, le groupe socialiste a débattu des mesures contenues dans le projet de loi sur l'immigration. Les députés PS, qui devraient notamment proposer la suppression des certificats d'hébergement et le rétablissement de la commission du séjour, ont longuement discuté de l'augmentation de dix à douze jours du délai de rétention administrative, disposition approuvée par le rapporteur de la commission des lois, Gérard Gouzes (PS).

Les députés du Mouvement des citoyens, présidé par M. Chevènement, ont salué le « courage » qu'a eu le gouvernement de ne pas abroger les lois Pasqua-Debré.

Philippe Bernard et Jean-Baptiste de Montvalon



Parlez...

... Faxez

NOKIA 9000i

... et composez, surfez, connectez-vous, envoyez, recevez, organisez, planifiez, lisez, écrivez, archivez, transférez. GSM 900 et GSM 1800.

36 15 NOKIACOM (2,23 F la minute)

NOKIA CONNECTING PEOPLE

N° Vert 0 801 15 15 15
http://www.nokia.com/

Une intervention de M. Dumas auprès de M. Charasse aurait évité un redressement fiscal à une société

L'agence Kairos était dirigée par M^{me} Deviers-Joncour, incarcérée depuis le 7 novembre

Les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky disposent d'un document désignant Roland Dumas, actuel président du Conseil constitu-

tionnel. Il s'agit d'un courrier adressé par Michel Charasse, alors ministre du budget, à son collègue des affaires étrangères, évoquant la possibilité de

renoncer à un redressement fiscal significatif à la société Kairos, dirigée par M^{me} Deviers-Joncour, incarcérée pour recel d'abus de biens sociaux.

DERRIÈRE le cas de Christine Deviers-Joncour, mise en examen pour « recel d'abus de biens sociaux » et emprisonnée depuis le 7 novembre (*Le Monde* daté 9-10 novembre), c'est à l'évidence la piste de Roland Dumas que les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky s'efforcent de remonter. Femme élégante et cultivée, dont le nom n'était connu, jusqu'à la semaine dernière, que de certains cercles politiques et artistiques, où elle était réputée compter parmi les proches de l'actuel président du Conseil constitutionnel, M^{me} Deviers-Joncour est soupçonnée d'avoir bénéficié, de 1990 à 1993, d'un emploi de complaisance au sein du groupe Elf-Aquitaine. Les enquêteurs s'interrogent en outre sur les conditions d'acquisition de l'appartement parisien dont elle a la jouissance, rue de Lille, acheté en 1992 au prix de 17 millions de francs et géré par une société civile immobilière dont elle détient le tiers des parts, associée à un homme d'affaires italien résident en Suisse (*Le Monde* du 6 novembre).

Issue d'une vieille famille de militants socialistes en Dordogne, terre d'élection de M. Dumas, Christine Deviers-Joncour avait fondé deux agences de communication, avant de se voir confiée par Elf une tâche de « relations publiques » entre le groupe et le quai d'Orsay, au temps du ministère du même M. Dumas. Ses fonctions consistaient à « préparer des dossiers pour le ministre, lors de déplacements dans des pays intéressants », avait-elle indiqué au *Monde*, peu avant son incarcération. « Je gagnais 11 000 ou 12 000 francs par mois, pour un vrai travail, dont je suis fière », avait-elle ajouté, précisant que ses salaires étaient versés par la filiale Elf-Impey, et que ses « frais de voyages étaient pris en charge ». Ces éléments ont été saisis par la brigade financière, lors d'une perquisition au siège du groupe pétrolier, le 12 novembre, de même

que les dossiers d'une vingtaine de salariés d'Elf-Impey, engagés durant la présidence de M. Le Floch-Prigent.

Démissionnaire à l'automne 1993, soit quelques semaines après le remplacement de ce dernier par Philippe Jaffré, M^{me} Deviers-Joncour avait ensuite été salariée, durant une année, sur les fonds du cabinet d'avocat de Roland Dumas. « Elle n'avait plus d'emploi, et elle avait des difficultés personnelles, avait déclaré l'ancien ministre au *Monde*, le 31 octobre. Je lui ai confié des missions de relations publiques, et elle s'est occupée des questions relatives à ma circonscription, en Dordogne. »

« RENONCER À LA POURSUITE »
Jusqu'au 6 novembre, le nom du président du Conseil constitutionnel n'apparaissait que deux fois dans la procédure : sur une lettre anonyme, adressée il y a plusieurs mois à M^{me} Joly, et qui évoquait l'achat de l'appartement de la rue de Lille ; dans le témoignage de l'ancien directeur administratif d'Elf-Aquitaine, Jean-Marie Cardaire. A en croire cette dernière, M^{me} Deviers-Joncour avait été recrutée sur l'ordre de l'émigration grise de M. Le Floch-Prigent, Alfred Sirven - aujourd'hui sous le coup d'un mandat d'arrêt international -, et « à la demande de Roland Dumas ».

Depuis la perquisition conduite par la brigade financière dans l'appartement de la rue de Lille, et la découverte d'un document confidentiel, le nom de M. Dumas apparaît une troisième fois. Les enquêteurs y ont saisi un courrier adressé par Michel Charasse, alors ministre du budget, à son collègue des affaires étrangères. Le texte fait référence à une « intervention » de M. Dumas et précise qu'au terme de « vérifications » entreprises par les services fiscaux, « l'administration [pouvait] renoncer à la poursuite » des redressements envisagés à l'encontre d'une des sociétés de

M^{me} Deviers-Joncour, dénommée Kairos. Société de « conseil en publicité » placée en liquidation au mois de mai 1996, la SARL Kairos encourait, selon les termes de la lettre de M. Charasse, un redressement fiscal de plusieurs millions de francs. « Cette affaire ne me dit rien », a déclaré au *Monde* M. Charasse, jeudi 13 novembre, confirmant qu'il avait eu à traiter, en tant que ministre du budget, « beaucoup d'interventions de ministres ». « Dans ce cas-là, j'ai dû faire ce que je faisais toujours : suivre l'avis des services », a conclu M. Charasse. En voyage au Vietnam, où il accompagnait le président de la République, M. Dumas n'a pas pu être interrogé sur l'épisode évoqué par cette lettre, dont la découverte n'est peut-être pas sans rapport avec la sévérité du sort infligé à M^{me} Deviers-Joncour.

Tout se passe en effet comme si cette dernière se trouvait désormais au centre d'une affaire dont les enjeux la dépassent. Sollicitant un réquisitoire supplétif, des deux juges avaient tenu pour « établi », dès le

Hervé Gattegno

Philip Morris condamné pour infraction à la loi Evin

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL de Quimper a condamné, jeudi 13 novembre, trois dirigeants des filiales hollandaise et allemande du groupe américain Philip Morris à 150 000 francs d'amende chacun, pour violation des dispositions de la loi Evin du 10 janvier 1991 relatives aux avertissements sanitaires figurant sur les paquets de cigarettes. Les juges ont estimé que la mention « selon la loi n° 91-32 », réduisant la portée du message, constituait une infraction, de même que l'absence de contraste entre le fond des paquets et les caractères de l'avertissement. Philip Morris est également condamnée à verser 400 000 francs au titre de dommages et intérêts au Comité national contre le tabagisme (CNCT), partie civile. Le tribunal a ordonné l'exécution provisoire des dispositions civiles du jugement.

Le 9 juin, la Seita et Rothmans avaient été condamnées pour les mêmes motifs par le tribunal de Paris à 150 000 francs d'amende et à 150 000 francs de dommages et intérêts au bénéfice du CNCT (*Le Monde* du 12 juin). Les deux sociétés ont fait appel de cette décision.

DÉPÊCHES

■ SANTÉ : le secrétariat d'Etat à la santé a indiqué, jeudi 13 novembre, que les taux d'intoxication au plomb enregistrés dans la population générale entre 1982 et 1995 étaient en « diminution sensible ». Ce communiqué fait suite à la publication, dans le *Pétérin* magazine du 14 novembre des extraits d'un rapport officiel faisant état, à partir de 12 000 analyses sanguines, de disparités régionales et de taux de plombémie supérieurs à 100 microgrammes par litre de sang chez 1,4 % des enfants et chez 5,5 % des adultes, la plupart habitant des immeubles anciens ou vétustes ou consommant davantage d'eau du robinet que d'autres.

■ ÉDUCATION : la circulaire organisant pour 1998 les mutations des enseignants du second degré sera publiée dans le *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 20 novembre. Les syndicats d'enseignants s'étaient inquiétés du retard pris dans la sortie de cette circulaire, craignant que ce blocage soit le prélude à une réforme immédiate du mouvement national (*Le Monde* du 12 novembre). Finalement, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, a annoncé, mercredi 12 novembre, que la déconcentration des mutations s'interviendrait en 1999.

■ VIOLENCE : environ 200 des 1 500 élèves en grève du lycée Joliot-Curie de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) ont manifesté, jeudi 13 novembre, pour protester contre l'insécurité dans leur établissement, cible, depuis un mois, d'une série d'incendies.

La pyromanie atypique de Pascal Raffin a désarmé les experts

LONS-LE-SAULNIER

de notre envoyé spécial

C'était trop simple. Si simple que personne n'avait envisagé que les incendies allumés à Moirans-en-

Montagne (Jura) entre 1994 et 1996 étaient le fait d'un homme fruste armé d'un vulgaire briquet. Devant la cour d'assises du Jura, le capitaine Hoguedez explique qu'après l'incendie du 20 janvier 1996, qui a entraîné la mort d'une femme et d'un sapeur-pompier, l'enquête s'était dirigée dans deux directions. La première a fait largement son chemin car elle envisageait des incendies oés à partir d'une circonstance accidentelle explicable de façon scientifique. L'EDF avait installé des appareils de mesure afin de vérifier si un câble de 20 000 volts enterré sous les maisons n'était pas à l'origine de phénomènes pouvant provoquer des combustions. De son côté, le Service national de radio-communication procédait à des mesures et à des enregistrements qui s'avéraient tout aussi négatifs que ceux réalisés par le Centre d'énergie atomique et par l'Institut de physique du globe de Strasbourg.

« Parallèlement, avec vingt officiers de police judiciaire, nous nous sommes penchés sur l'hypothèse criminelle », rappelle l'officier de gendarmerie. Certes, l'idée d'un pyromane paraissait la plus évidente, mais, là aussi, on oublia la simplicité. Les pyromanes utilisent généralement un liquide inflammable, ce que les experts appellent un « accélérateur ». Or, dans la vingtaine d'incendies ou débuts d'incendie répertoriés, aucun liquide inflammable n'avait été utilisé. Pourtant, l'enquête avançait : « A la fin de la première semaine, il nous restait

trois noms », note le capitaine. Puis les enquêteurs décidaient de surveiller particulièrement Pascal Raffin et, le 4 février 1996, il était arrêté alors qu'il venait d'enflammer une poussette d'enfant dans le hall d'un immeuble. « Ses aveux ne nous ont pas surpris, observe le capitaine. La seule chose, c'est qu'il avait toujours mis le feu avec un briquet sans l'usage d'aucun produit chimique. »

Les experts en incendie ont, eux aussi, éprouvé le même trouble. « Je sais que l'on a fait une montagne de cette affaire », murmure Bernard Meyer, tout en accusant EDF d'avoir mis tout le monde sur une fausse piste. Et l'expert énumère toutes les recherches effectuées au cours des nombreux débuts d'incendie, pour constater docilement : « Certains feux ne pouvaient recevoir aucune explication scientifique. On s'est alors orienté vers un geste volontaire. » « Mais enfin, comment a-t-on pu envisager autre chose ? s'agace la présidente, Marie-Agnès Crédoz. Pour mettre le feu à une literie, il n'y a pas trente-six solutions, ça ne vient pas du ciel ! » Penaud, l'expert en coovient, d'autant plus que Pascal Raffin est à l'origine de plusieurs feux de literie ou de vêtements dans des penderies. Mais il persiste : « Un briquet, il faut insister pour que ça prenne. On s'est dit : il faut un accélérateur. » Et comme il n'y en avait pas, les recherches ont tourné en rond.

Les débats s'achèvent. On demande une fois de plus à Pascal Raffin quels étaient ses mobiles. Il n'en a toujours pas. Et il saisit à peine la perche tendue par son défenseur, qui lui demande s'il aimait voir les pompiers en action. « Oui, les voir arrosés, l'eau, tout ça... », répond-il sans conviction. Mais quand on lui demande s'il aurait voulu être pompier, il réfléchit et lâche : « Non, pas spécialement. »

Maurice Peyrot

Nouveau : avec First Telecom, appelez les USA à prix flingués.

GB	USA	Allemagne	Canada	Australie	Japon
1,00 Ftc	1,50 Ftc	1,50 Ftc	1,50 Ftc	3,00 Ftc	3,50 Ftc
par minute	par minute	par minute	par minute	par minute	par minute

FIRST TELECOM

LE SPÉCIALISTE DE L'APPEL INTERNATIONAL : 0 801 37 66 66

RÉGIONS

LE MONDE / SAMEDI 15 NOVEMBRE 1997

Un rapport épingle les finances de Paris

La chambre régionale des comptes critique la gestion de la ville entre 1990 et 1993, à l'époque du tandem Jacques Chirac-Alain Juppé. Les élus de gauche renchérissent

LA GAUCHE en fait déjà ses choux gras. Jean-François Legaret, adjoint (RPR) aux finances de Jean Tiberi, maire de Paris, dénonce, de la part du PS, une « lecture déformée ». Pourtant, à lire le rapport que la chambre régionale des comptes (CRC) vient de consacrer à la gestion de la ville entre 1990 et 1993, 1997 sera bien à marquer d'une pierre noire dans l'histoire des finances parisiennes. Jacques Bravo, spécialiste financier du groupe socialiste du conseil de Paris, voit dans ce rapport – soumis lundi 17 novembre au conseil de Paris –, la validation des critiques qu'il formulait lors du vote du budget primitif, en mars, sur la stratégie financière adoptée sous la conduite d'Alain Juppé, adjoint de Jacques Chirac chargé des finances de 1983 à 1995.

« En raison des différends de remboursement du capital des emprunts contractés sur la période 1992-1994, la ville devra faire face, à partir de 1997, à des charges très importantes de remboursement de sa dette. Pour éviter une dégradation de son ratio de solvabilité, elle devra soit infléchir les tendances de progression de ses dépenses, soit mobiliser plus fortement son potentiel fiscal », prévient la CRC. Les gros emprunts qui arrivent à échéance cette année vont doubler l'annuité de remboursement en capital de la dette : 520 millions de francs en 1995, 900 en 1997, 1 milliard en 1998 puis 1,2 milliard

en 2000. « M. Juppé avait en quelque sorte chloroformé les déséquilibres naissants et croissants des finances parisiennes », commente M. Bravo, qui parle de « véritable bombe à retardement financière ». « Le comble est que le plein régime du remboursement en capital va intervenir en 2000, à la veille des élections municipales ». En attendant le débat de lundi, M. Legaret met en cause les prélèvements supplémentaires subis par la ville et « la baisse des concours de l'Etat [de] 7 % entre 1990 et 1995 ». Les emprunts ont financé essentiellement les grosses opérations foncières de la ville, dont l'équilibre

11,5 milliards de francs fin 1995, contre 3,7 milliards fin 1992. En mars, Jacques Dominati (UDF-DL), premier adjoint de M. Tiberi, avait réclamé un audit sur la dette (Le Monde du 26 mars). L'heure n'était pas – alors que se préparent les élections régionales –, à l'affichage des divergences de la majorité parisienne. M. Dominati estime aujourd'hui que ce n'est pas le niveau de l'endettement qui est préoccupant, mais son rythme de progression.

La moitié des ZAC déficitaires

Quatorze zones d'aménagement concertées (ZAC) parisiennes, sur vingt-six en cours, étaient déficitaires au 31 décembre 1995. Mais l'ensemble est globalement bénéficiaire, selon Anne-Marie Condorc (RPR), adjointe au maire de Paris chargée de l'urbanisme. Le bilan financier détaillé sera présenté lundi 17 novembre. La ZAC Châteaude-Rentiers perd 419 millions de francs. Les excédents peuvent aller jusqu'à 1 milliard, comme pour la ZAC Citroën-Cévennes et celle de Bercy. L'ensemble des ZAC parisiennes ont permis la construction de 24 000 logements, de 50 hectares de jardins, d'une trentaine d'écoles, de plus de 20 crèches et de 4 collèges. La réduction des programmes et l'infériorisation de l'urbanisme parisien expliquent la baisse des recettes.

Volontairement placée en dehors de ce bilan par la ville, la ZAC Paris-Rive gauche ne sera achevée que dans une vingtaine d'années. Ses 136 hectares représentent un enjeu financier considérable : les dépenses d'aménagement sont aujourd'hui estimées à près de 18 milliards de francs par les services de l'urbanisme de la Mairie de Paris.

financier a subi de plein fouet la crise de l'immobilier. Si, de 1990 à 1995, l'emprunt n'a financé que 24 % des investissements, le taux est monté à 41 % sur la période 1993-1995. Résultat : l'encours de la dette a triplé en trois ans, atteignant

Les associations et les petits cadeaux

LA COMPLEXITÉ de la machine financière parisienne permet de petites entorses à l'orthodoxie comptable, dont la chambre régionale des comptes, sans les dénoncer comme des irrégularités flagrantes, demande la rectification dans les documents budgétaires à venir. Ainsi, certains prêts, comme celui de 25,5 millions de francs consenti au Paris-Saint-Germain en 1986, ou celui de 15 millions au Yacht Club de France en 1991, s'apparentent à de véritables cadeaux, du fait de « l'absence totale et prolongée de recouvrement » et de « leur montant élevé », qui « mettent en doute leur caractère réellement recouvrable ». Le rapport évoque aussi le traitement de faveur accordé à l'association Maisloo de l'Europe, bénéficiaire d'une subvention compensatrice de loyer (celui d'un hôtel particulier dans le Marais) dans des conditions « contraires au code civil ».

« CENTRE DE LOISIRS INTÉGRISTE »

Une remise à plat des subventions est réclamée de toutes parts, y compris par l'UDF, épisodiquement excédée de devoir, au nom de la solidarité municipale, accorder des subsides à des réseaux d'influence du RPR. Un sondage effectué par les magistrats financiers se solde par quelques coups de griffe, dont la ville s'est engagée à tenir compte. Ainsi, « les placements et disponibilités financières de l'Association des

maires francophones se sont élevés à un total de 13,6 millions de francs au 31 décembre 1994, soit près de 96 % du montant de la subvention versée en 1994 ». L'Association pour l'information municipale, qui édite le mensuel *Paris-Le Journal*, avait de son côté placé en banque 17 millions de francs en 1994, soit 117 % de la subvention de la ville. L'opposition dénonce, quant à elle, le clientélisme pratiqué par Jean Tiberi au détriment du contribuable. Martine Billard (Verts) soutient qu'une subvention de 59 800 francs accordée à un centre de loisirs Loubavitch (celui de l'école privée Sinaï, dans le 18^e arrondissement) aboutit à diminuer le prix de journée dans « un centre de loisirs intégriste », alors que les tarifs des centres de loisirs publics ont augmenté de 4 % pour l'année scolaire écoulée.

« Les collectivités locales n'ont pas à financer les pratiques religieuses d'une fraction de la population », rappelle-t-elle régulièrement au maire, en se plaignant que les délibérations soumises aux élus soient rédigées de façon à occulter les liens entre certains bénéficiaires de subventions (Association Sainte-Clothilde, Association des trésors de Paris, La Colline aux enfants...) et l'Association diocésaine de Paris, qui touche elle-même plus de 2 millions de francs de la ville.

P. S.

Christophe de Chenay
et Pascale Sauvage

La gauche conteste la gestion de l'eau dans la capitale

DEPUIS MARS, le tribunal administratif de Paris est saisi d'une requête, déposée par Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, contestant la concession à la Société autonome de gestion des eaux de Paris (Sagep) de l'extension des réseaux dans les nouveaux quartiers, autre-

ment dit dans les zones d'aménagement concerté (ZAC). Pour que cette requête soit examinée, encore faudrait-il que la ville produise un mémoire en défense écrit, ce qu'elle n'a toujours pas fait, en dépit des délais accordés par le juge administratif.

Dans les années 80, l'un des axes

de la gestion d'Alain Juppé, adjoint au maire chargé des finances, était de privatiser les services municipaux, afin d'économiser l'argent des contribuables. Ce qui fut fait le 30 janvier 1987 pour l'alimentation en eau potable, confiée à la Sagep, une société d'économie mixte dont la ville détient 70 % du capital, la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux 14 % chacune. Ces deux mêmes compagnies assurent la distribution aux usagers, via leur filiale respective, la Compagnie des eaux de Paris pour la rive droite, Eau et Force pour la rive gauche.

MINISTRE ALERTÉ

Ce qui est contesté aujourd'hui, c'est un avenant au contrat de 1987 signé par le maire de Paris, Jean Tiberi, le 20 janvier. Cet avenant, d'un même coup, confie à la Sagep la réalisation de nouveaux réseaux (elle était auparavant chargée de l'entretien et du renforcement des tuyaux), prévoit une augmentation des tarifs de l'eau fournie aux deux compagnies distributrices – qui, bien sûr la répercutent sur les usagers (Le Monde daté 2-3 février) – et autorise un programme de travaux de 1,8 milliard de francs sur cinq ans. « De telles dispositions auraient exigé un nouveau contrat, soumis à plusieurs offres concurrentes », estime Gérard Rey (PS).

Persuadé que le silence opposé par la ville à la requête en annulation procède de manœuvres dilatoires, cet élu a décidé d'alerter le ministre de l'Intérieur, vendredi

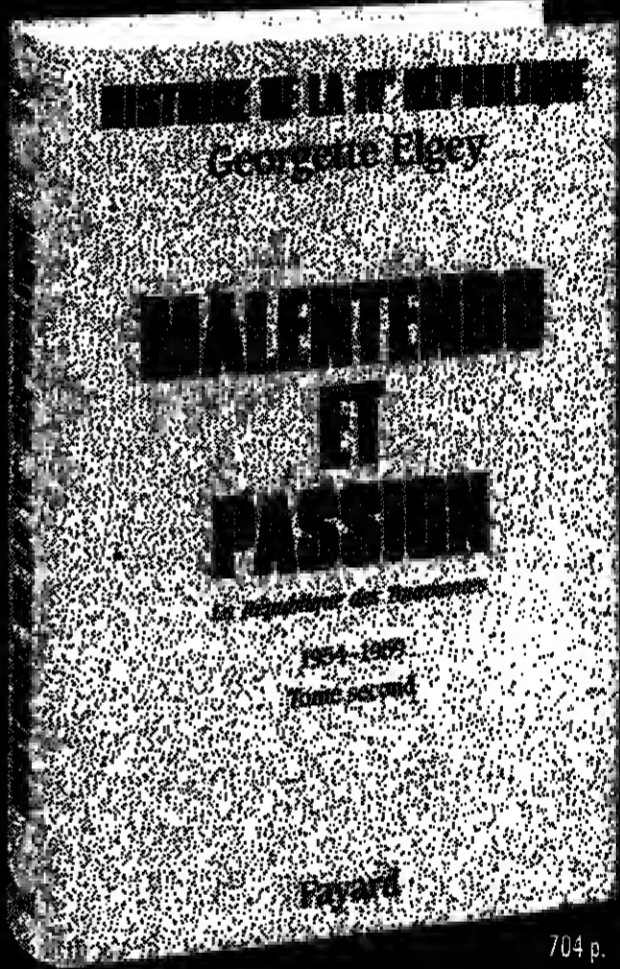
14 novembre, au nom de « la défense des intérêts des usagers ». Selon l'analyse du PS, l'avenant revient notamment à faire financer par le consommateur d'eau une partie des aménagements de la ZAC Paris-Rive gauche, aménagements qui incombent normalement à la Semapa, présidée par Jacques Toubon (RPR), maire du 13^e arrondissement. Or cette ZAC connaît de sérieuses difficultés financières (un déficit de trésorerie de 3,4 milliards en 1997), que la ville s'efforce de soulager. « Mais pas sur le dos des usagers », proteste M. Rey.

A plus long terme, la démarche des socialistes parisiens vise à mettre au jour le traitement très favorable, selon eux, appliqué à la Lyonnaise et à la Générale, qui bénéficient de garanties de ressources destinées, selon le PS, à compenser la baisse de la consommation d'eau à Paris. « Le réseau s'oméliore, les pertes d'eau diminuent, mais cette amélioration des rendements, qui se traduit par une diminution de la facture présentée par la Sagep aux deux compagnies distributrices, n'est jamais répercutée sur l'usager », proteste M. Rey. Le député socialiste Daniel Marcovitch, élu du 19^e arrondissement, estime pour sa part que l'absence d'un budget annexe de l'eau permet à la ville de financer « des choix politiques » sans les afficher clairement.

P. S.

GEORGETTE ELGEY

On croyait tout connaître de l'affaire de Suez et de la guerre d'Algérie. L'ouvrage de Georgette Elgey, nourri d'archives inédites et de témoignages stupéfiants, nous en offre une vision nouvelle, incontestable et étonnamment vivante.



704 p.
180 F

Un tableau aussi vivant que dramatique... Un catalogue quasi-exhaustif des fautes politiques à ne pas commettre... Il apparaît bienvenu que soit rendue sa véritable dimension à l'immense phénomène qu'a constitué la décolonisation... Un livre neuf, vigoureux, riche d'enseignements.

François Bédarida, Libération

Ce livre n'appartient pas moins d'inédits que les précédents... Quel démenti aux explications mécanistes qui présentent les dénouements comme inéluctables. Quelle leçon pour les historiens !... Au total, ce livre invite à réfléchir à la façon dont l'histoire se fait et à méditer sur la responsabilité politique.

René Rémond, Le Croix

Déjà parus :

Histoire de la IV^e République

* La République des Illusions (1945-1951)

** La République des Contradictions (1951-1954)

*** La République des Tourmentes (1954-1959),

tome 1, Métamorphoses et mutations

L'Histoire
chez
FAYARD

LE TABLEAU et la carte ci-contre, établis à partir des résultats de l'enquête menée par le Groupement des autorités responsables des transports (GART), qui représente cent quatre-vingt-sept collectivités territoriales) à compléter par les correspondants du Monde, font apparaître près d'une centaine de projets de création ou de prolongement de lignes de transport en commun en site propre (CSP) concernant 19 régions et quatre agglomérations. Le montant global est estimé à 90 milliards de francs.

C'est la budget 1998, les aides aux investissements dans les transports en commun de province augmentant de 10 % (546 millions de francs, contre 581 en 1996). Ce coup de pouce - le GART espérait 500 millions de francs - est l'occasion d'un chaîn. M. Gayssot, le député annoncé le « prise en considération » de faisions nouvelles dans huit villes françaises (*Le Monde* du 22 octobre).

Exhumer Montand, Le respect des volontés permanentes c'est assassiner Antigone

par Robert Redeker

NOUS n'irons plus écouter de requiem en pensant entendre une « berceuse de mort » accompagnant l'endormissement dans un éternel repos. La décision juridique d'arracher les restes d'Yves Montand à leur tranquillité mortuaire sème en nous l'épouvante. Le cadavre décomposé est « une chose qui n'a de nom dans aucune langue », a écrit Bossuet. L'idée du cadavre condensé l'horreur pour l'esprit (il est absurde, scandaleux) avec l'honneur pour le corps (sans aucun nom, il est indicible).

Depuis la nuit des temps, le respect des morts, de la paix des sépultures, est fondateur de civilisation. Outre la frayeur affective, spontanée, l'annonce d'une pareille exhumation suscite en nous une répugnance morale. La science rend possible la détection d'une vérité en interrogeant l'innommable corps décomposé du défunt dans la tombe quand, en même temps, les sentiments de l'humain et de la morale sont bousillés par cette pratique. Ainsi, va-t-on chercher la vérité non autre-ment (ce qui serait de la métaphysique), mais dans la tombe (parce que la science s'est rendue capable de l'y trouver) ! Comment penser cette situation inédite ?

Notre époque est vouée à supporter cette douloureuse leçon : il est impossible de maintenir la science dans les limites de la simple morale

Longtemps (jusqu'à la naissance de la conception moderne de la science), la morale, inhibant la recherche, a servi de rempart contre le désir exacerbé de vérité. L'affaire du cadavre d'Yves Montand exprime, sur un registre sinistre, le conflit aussi déchirant qu'interminable, propre aux temps modernes, entre l'exigence de vérité (livrée à une insatiable frénésie grâce aux possibilités de la science) et les exigences (toujours identiques à elles-mêmes, stables, closes) de la morale humaniste.

Ainsi que toutes les autres formes de la civilisation parvenaient à faire coïncider la vérité et la morale, dans la modernité occidentale, au contraire, la vérité a pris, au fil des siècles, un tour scientifique de plus en plus autonome par rapport à la morale, se détachant d'elle. Du temps de Léonard de Vinci, l'exigence de vérité qui s'inscrivait dans la pratique de la dissection des cadavres illustrait une science clandestine des catacombes, la morale officielle de la société interdisait, à travers les impératifs théologico-éthiques, cette procédure. La vérité ne pouvait être recherchée si cela impliquait d'aller à l'encontre de l'édifice moral. L'exigence de vérité forgeait héroïquement son éclaircie à la lumière noire des activités secrètes.

On appelle obscurantisme cette limitation de la recherche scientifique de la vérité par la morale. Les hauts cris des moralistes contemporains qui clament, à juste titre pourtant, que le respect dû à l'homme s'étend aussi à sa dépouille mortelle, sont condamnés à l'inefficacité dans la mesure où ils relèvent de cet obscurantisme.

Mais voici qu'avec ce funèbre événement la recherche de la vérité permise par les progrès scientifiques s'oppose à ce respect devant les cadavres, dont on connaît la fonction humanisante.

Qu'en dit de cette exhumation Antigone - triple figure emblématique de la justice, de l'exigence de vérité et du respect des cadavres -, dont le mythe est si essentiel pour l'intelligence de notre culture ?

Cette décision d'exhumation est la manifestation la plus spectaculaire et la plus inquiétante de l'esprit du temps : de plus en plus, l'exigence de vérité entre en conflit frontal avec la morale humaniste. De plus en plus, cette exigence entre en guerre avec des données anthropogènes que l'on tenait pour fondamentales. La morale humaniste s'en trouve piégée : la vérité scientifiquement prouvée s'étant hissée au rang de valeur centrale de la civilisation occidentale, il paraît immoral d'en prohiber la recherche au nom même de la morale.

Cette décision de justice, exemplaire par ce qu'elle rend visible de la contradiction entre la vérité et la morale (voudrait-on qu'un nom d'une certaine morale la justice n'aille pas chercher la vérité, dès lors que les moyens techniques existent pour qu'elle soit recherchée ?), jette une lumière singulière sur les velléités du ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, de réintroduire la morale à l'école.

Dans la philosophie, après Marx, Nietzsche et Freud, la morale est devenue, à tout le moins, problématique. M. Allègre voudrait qu'elle soit dogmatique, marquant par là qu'il désire (le plus immoralément du monde, si on en juge par l'éthique moderne de la vérité) jouer la morale contre la pensée. L'épisode de l'exhumation du cadavre d'Yves Montand nous fait nous ressouvenir de manière macabre que, dans notre civilisation, la recherche de la vérité prime désormais absolument sur les préceptes moraux traditionnels.

Comment, dès lors, sans contradiction, vouloir développer l'enseignement scientifique, donner un coup de finet à l'enseignement des nouvelles technologies tout en prétendant réintroduire un enseignement dogmatique de la morale ? Il ne fait aucun doute qu'un pareil enseignement sera discrédité d'avance auprès des élèves par le prestige des sciences et des technologies. Par ailleurs, la morale ne peut plus prendre son aspect canonique, celui d'une pensée normative *a priori* : elle est destinée à s'adapter, à coudre après les activités scientifico-techniques, à arriver en retard, à s'essouffier dans cette course pour tenter, en dépit des évidences, de laisser croire qu'elle est encore de quelque utilité dans le monde.

La tension, rendue possible par la technologie, entre la vérité, versée dans l'élément de la science, et la morale humaniste constitue la tragédie intime qui dévaste la conscience de l'homme contemporain. Notre époque est vouée à supporter cette douloureuse leçon : il est impossible de maintenir la science dans les limites de la simple morale.

L'épouvante d'une telle exhumation nous parle de l'effolante violence de la vérité. Oui, nous y trouvons la marque de la violence extrême de la vérité : voilà sa recherche devenue déshumanisante, défaisant la trame qui, laborieusement, avait construit l'homme ! Oui, nous y lisons la signature de la violence effolante de la vérité : voilà sa recherche se muant en un contre-principe d'Antigone !

Une boucle de civilisation se reforme : l'exhumation du cadavre d'Yves Montand, sous les auspices réunis de la justice et de la vérité, avec le concours de la science, exprime l'extinction d'un mythe. C'est Antigone assassinée par les valeurs pour lesquelles elle avait immolé sa vie.

Robert Redeker est agrégé de philosophie et membre du comité de rédaction de la revue « Les Temps modernes ».

par Axel Kahn

CETTE décision de la cour d'appel de Paris d'ordonner une recherche génétique de paternité pratiquée sur la dépouille exhumée d'Yves Montand pose une réelle question de dimension anthropologique. La considération qu'a l'homme pour ses morts lui est spécifique dans le monde animal et s'est probablement développée dès les premiers temps de l'humanité. Que l'on me comprenne bien : je ne soutiens d'aucune manière le comportement d'hommes qui, en ayant eu la jouissance, refusent d'assumer leurs responsabilités de géniteurs. De ce fait, je n'ai rien à redire aux revendications des enfants naturels et de leurs mères, qui me semblent parfaitement légitimes. Ce n'est par conséquent pas du tout sur ce plan que je veux faire porter ma réflexion.

La loi du 29 juillet 1994, dite de bioéthique, indique dans son article 5 (livre I, titre I, chapitre III, article 16-11 du code civil) : « En matière civile [l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques], ne peut être recherchée qu'en exécution d'une mesure d'instruction ordonnée par le juge saisi d'une action tendant soit à l'établissement ou à la contestation d'un lien de filiation, soit à l'obtention ou à la suppression de subsides. Le consentement

de l'intéressé doit être préalablement et expressément recueilli. » Texte sans aucune ambiguïté : le consentement d'un homme poursuivi en reconnaissance de paternité est expressément requis pour que l'on relève ses empreintes génétiques. J'imagine que le législateur a introduit cette nécessité du consentement, qui ne figure pas en matière criminelle, pour éviter, dans certains cas, la remise en question légère des liens familiaux à l'occasion de conflit de personnes.

Il resterait toujours aux hommes la possibilité de se faire incinérer plutôt qu'enterrer... Faudrait-il alors l'interdire ?

Cependant, on pourrait considérer que cet article de loi offre une échappatoire anormale à des hommes indélicats qui veulent fuir leurs responsabilités, et désirer que sa rédaction soit reprise. Toutefois, aujourd'hui, telle est la loi.

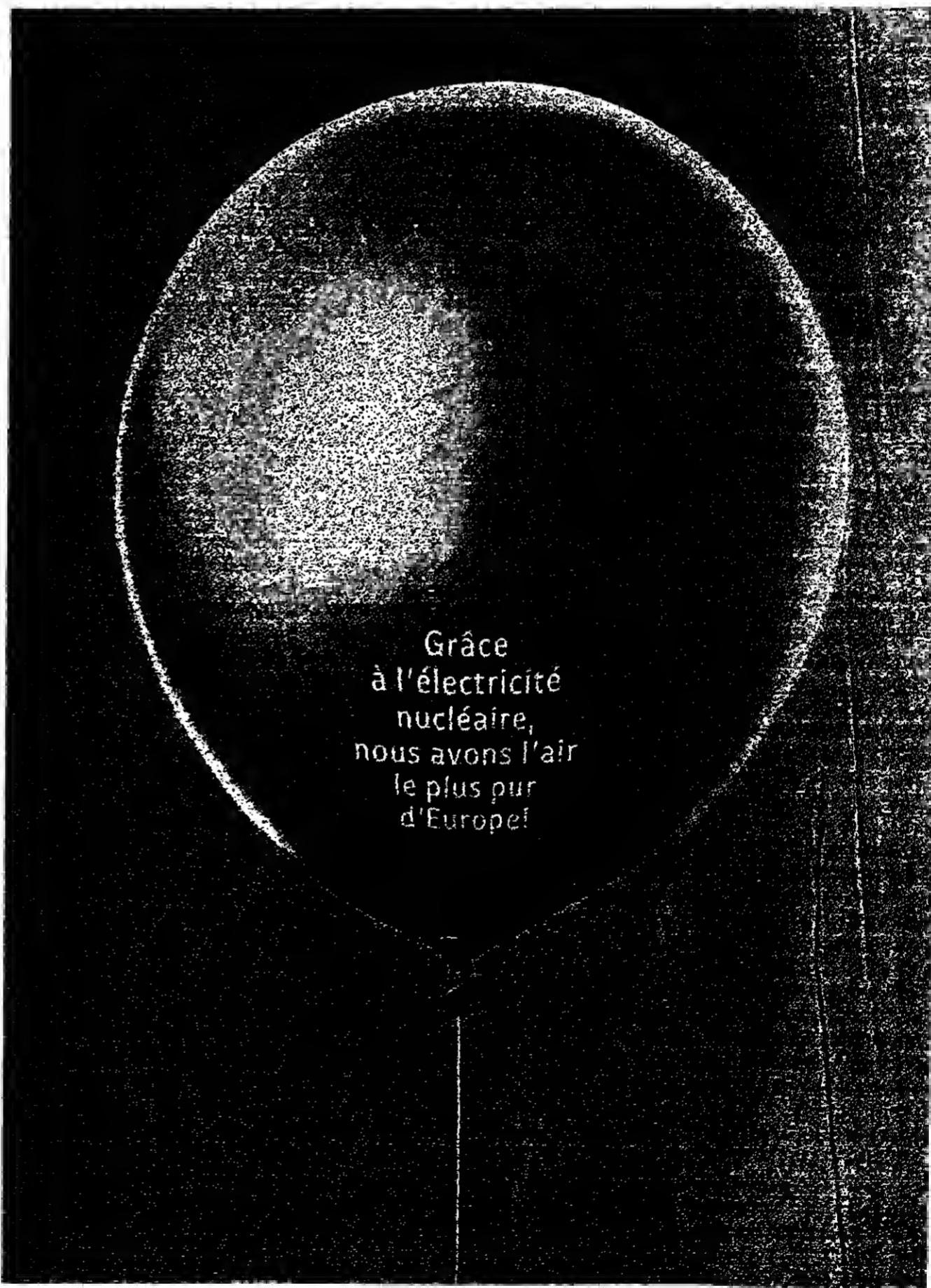
Dans le cas qui nous intéresse, il semble bien qu'Yves Montand ait expressément refusé, de son vivant, de se soumettre à ces tests génétiques. Je ne porte aucun jugement moral sur ce refus, et, si j'avais à le faire, il me semblerait plutôt suspect. Cependant, Yves Montand avait légalement le droit de refuser. Ce qui est en cause dans la décision judiciaire qui nous intéresse, c'est la notion que la volonté clairement exprimée d'un vivant, aboutissant à un non-consentement légal de se prêter à un test, cesserait d'avoir quelque valeur que ce soit dès lors que la personne serait morte. Or, cette notion de la permanence des volontés d'une personne après sa mort fonde aujourd'hui la plupart des pratiques concernant « les droits des personnes décédées ».

Certes, un mort cesse d'être une personne légale, mais ses dispositions testamentaires sont exécutées, de même que ses volontés éventuellement exprimées d'autoriser ou d'interdire un prélèvement destiné à des transplantations d'organes, d'autoriser l'utilisation scientifique de son corps. Si Yves Montand n'avait pas manifesté son refus de prélèvement, les choses seraient certainement bien différentes, et il reviendrait, en effet, au juge d'estimer ce qu'il est légitime de faire pour aider à la manifesta-

tion de la vérité. Il me semble que la justice s'égare si, par une série de décisions comme celle-ci, elle semblait s'engager dans une voie indiquant que le consentement ou le non-consentement d'une personne perd toute valeur après sa mort, et que l'on peut faire ainsi tout ce à quoi elle s'est refusée de son vivant. Ce serait en effet porter gravement atteinte à ce sentiment universel qui aide aussi les hommes et les femmes, qu'ils croient au ciel ou qu'ils n'y croient pas, à vivre et à mourir : celui que, après notre mort, quelque chose au moins persistera de nous, le souvenir que nous laissons dans les esprits des vivants et, éventuellement, par nos œuvres, et le respect de nos volontés en ce qui nous concerne.

On imagine fort bien que si les décisions d'exhumations contraires aux volontés manifestées du vivant des personnes faisaient jurisprudence, il resterait toujours aux hommes la possibilité de se faire incinérer plutôt qu'enterrer... Faudrait-il alors l'interdire, dans l'intérêt de la manifestation post-mortem de paternités alléguées ?

Axel Kahn est directeur de l'Unité 129 de l'Inserm (recherche en physiologie et pathologie génétiques et moléculaires).



Grâce à l'électricité nucléaire, nous avons l'air le plus pur d'Europe !

COLLEGE BERNIL

Pour Alan Greenspan, la crise asiatique aura des conséquences « non négligeables »

La Bourse de Tokyo est au plus bas depuis le mois de juillet 1995

Intervenant devant la commission des finances de la Chambre des représentants, Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale améri-

caine, a estimé, jeudi 13 novembre, que la prospérité américaine n'est pas remise en question par la crise en Asie. Mais les économistes et les

investisseurs s'inquiètent de son impact sur une économie japonaise en convalescence et sur un système bancaire nippon jugé très fragile.

LA CRISE ÉCONOMIQUE et financière dans le Sud-Est asiatique ne représente pas, aujourd'hui, une menace pour la prospérité américaine mais elle aura des conséquences sur la croissance et la rentabilité des entreprises. Tel est le message délivré, jeudi 13 novembre, par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, devant la commission des finances de la Chambre des représentants, à Washington. « Jusqu'à présent, a affirmé M. Greenspan, l'impact direct de ces événements sur notre économie a été modeste, mais il ne sera pas négligeable. »

Coincidence, la Chase Manhattan, une des premières banques des États-Unis, a annoncé, jeudi, une perte avant impôts de 160 millions de dollars (920 millions de francs) en octobre en raison de la « volatilité inhabituelle » des marchés. M. Greenspan a estimé qu'il y aurait « encore de nombreuses autres pertes annoncées » par des banques, « mais pas d'une ampleur susceptible de menacer le système financier américain ».

La principale crainte vient aujourd'hui du Japon et de l'effet des turbulences dans la région sur son économie convalescente et son système bancaire fragile. « Le risque est grand de voir la deuxième économie mondiale replonger dans une récession », estime Ed Yardeni, chef économiste à la Deutsche Morgan Grenfell.

Selon John Lipsky, plus pessimiste, le responsable des études économiques de la Chase Manhattan, la crise en Asie réduira la croissance de 0,5 à 1 point aux États-Unis l'an prochain, de 0,25 et 0,5 point en Europe et de 0,5 point

en Amérique latine. Pour l'ensemble de l'Asie, Japon y compris, la croissance baissera de 3 points en 1998. L'agence de planification économique japonaise indique déjà, dans son rapport mensuel publié vendredi 14 octobre, que l'économie japonaise « fait du sur-place ».

CRÉANCES DOUTEUSES

Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, aurait, selon la presse américaine, envoyé à la fin de la semaine dernière une lettre au ministre japonais des finances, Hiroshi Mitsuzuka, pour réclamer une relance de l'activité et s'inquiéter

de la faiblesse des banques japonaises. Celles-ci sont menacées à la fois par la masse des créances douteuses (1 000 milliards de dollars) restant dans leurs bilans après l'explosion, au début des années 90, de la bulle spéculative immobilière et boursière, par l'importance des engagements en Asie du Sud-Est, et par une véritable dé-fiance de l'étranger depuis la faillite le 3 novembre de la maison de courtage Sanyo Securities.

Enfin, la baisse continue de la Bourse de Tokyo s'apparente à une catastrophe pour les établissements financiers nippons qui comptabilisent dans leurs fonds

propres les plus-values latentes de leurs portefeuilles d'actions. Avec un indice Nikkei à 16 000 points, au moins un tiers des vingt premières banques japonaises afficheraient des pertes, et plus de la moitié d'entre elles si le Nikkei descendait à 15 000 points. Or l'indice de la Bourse de Tokyo a encore perdu 2,23 % vendredi, pour terminer la journée à 15 082. Pour la première fois depuis juillet 1995, il est descendu, durant la séance, sous le seuil des 15 000 points. La Bourse japonaise a cédé plus de 7 % depuis le début du mois de novembre.

Eric Leser

Fiat profite d'une reprise de l'automobile en Europe

LE MARCHÉ européen automobile se porte bien. En octobre, selon les chiffres publiés par l'ACEA (Association des constructeurs européens d'automobiles), il a crû de 8,9 % à 1,16 million d'immatriculations. Ce qui porte sa croissance, depuis le début de l'année, à 3,8 %.

Des chiffres au-delà des prévisions des constructeurs et des analystes. A l'origine de cette croissance, la multiplication des nouveaux petits modèles, des monospaces ou des cabriolets, ainsi que l'existence d'aides publiques à l'achat. Le marché italien, porté par la subvention du gouvernement Prodi, la « prodette », a bondi de plus de 40 % depuis janvier. Les constructeurs espagnols, également avec l'aide de l'État, ont augmenté leurs achats de 11,4 % sur cette même période.

L'Allemagne, dont le marché automobile était jusqu'ici plutôt mo-

rose, a connu un rebond de ses ventes en octobre (+8,4 %). La France reste le mauvais élève européen, avec des immatriculations en chute libre : -23,7 % depuis le début de l'année, selon l'ACEA. L'Hexagone a subi de plein fonde l'arrêt de la prime à la casse du gouvernement Juppé, le 30 septembre 1996. La fin de l'année devrait, toutefois, être meilleure puisque les chiffres mensuels seront comparés à ceux de la mauvaise période de novembre et décembre 1996.

LES JAPONAIS EN HAUSSE

Fiat est le grand gagnant du moment : ses ventes ont bondi de 21,1 % en octobre et de 11,4 % depuis le début de l'année. Sur les dix premiers mois de l'année, le constructeur italien s'est emparé de 12 % du marché européen, ce qui le met en troisième position,

loin derrière Volkswagen (17,2 %) mais juste derrière General Motors (12,1 %). L'an dernier, à la même époque, il était également devancé par PSA et Ford. Sur le seul mois d'octobre, Fiat occupe la place de numéro deux européen.

Les Japonais tirent également bien leur épingle du jeu : depuis janvier, leurs immatriculations ont augmenté de 11,9 %, et leur part de marché s'est accrue de 0,8 point, pour atteindre 11,6 %. A la traîne, Ford (-0,5 % sur les dix premiers mois de l'année), PSA (-3,1 %) et Renault (+0,5 %). Les deux Français réalisent toutefois un tiers de leurs ventes en France, leurs performances dans les autres pays européens étant meilleures : les ventes de Renault en Europe hors France gagnent 18,4 % depuis janvier, et celles de PSA, 13 %.

Virginie Malingre

Volkswagen serait sur le point de racheter Rolls-Royce

VOLKSWAGEN VA RACHETER Rolls-Royce et Bentley, affirme le quotidien économique allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du vendredi 14 novembre. Vickers, le propriétaire actuel des deux marques mythiques, préférerait le numéro un européen à BMW, qui apparaissait jusqu'ici comme favori. La firme bavaroise fournit les moteurs des célèbres voitures de luxe britannique. Vickers demandait 0,9 milliard de dollars (5,4 milliards de francs) pour ses activités automobiles. Un membre du directoire de Volkswagen, Robert Buechelhof, avait cependant indiqué, fin octobre, que son groupe n'était pas intéressé par une reprise de Rolls-Royce. « Il y a trop de gâteau et trop peu de raisins » dans cette affaire, avait-il commenté. Jeudi, Volkswagen a diffusé un communiqué : « En raison des récents développements sur le marché mondial, Volkswagen n'exclut plus une acquisition et/ou une participation dans son activité principale. » En septembre, le constructeur avait annoncé une augmentation de capital d'environ 25 milliards de francs, dont la date a été repoussée compte tenu des turbulences boursières et avait alors nié vouloir racheter une nouvelle marque.

DÉPÊCHES

■ **OEGREMONT** : le groupe Suez-Lyonnais des eaux a déposé, jeudi 13 novembre, un projet d'offre publique de retrait (OPR) sur sa filiale Degremont, qu'elle contrôle, après le succès, à plus de 99 %, de son OPA.

■ **TÉLÉPHONE** : les sociétés Stris et Omnicom ont choisi, jeudi 13 novembre, les préfixes 2 et 5, qui, en remplaçant le 0, permettront aux Français de les choisir pour les appels nationaux et internationaux.

■ **SHARP** : plus de 100 des 370 salariés de l'usine de photocopieurs de Soultz (Haut-Rhin) étaient en grève, jeudi 13 novembre, pour réclamer une hausse des salaires de 5 %. La direction ne veut pas dépasser 3 %.

■ **WORLDWIDE-MCI** : deux associations américaines de consommateurs ont écrit à la Commission fédérale des communications et au ministère de la justice pour demander, l'une un veto au projet de fusion, l'autre le rejet de tout ce qui traiterait à l'entente d'une plus grande concurrence.

■ **MICROSOFT** : l'avocat Gary Reback, fer de lance du camp anti-Microsoft, a dénoncé, jeudi 13 novembre, lors d'une conférence à Washington, les visées du groupe sur « les nouvelles, les informations et les services » offerts sur Internet, l'accusant de chercher à « contrôler tous les points d'accès ».

■ **SIEMENS NIXDORF** : le groupe informatique allemand a annoncé, jeudi 13 novembre, avoir doublé son bénéfice net à 57 millions de marks au cours de l'exercice 1997, clos fin septembre, pour des ventes en hausse de 14 %, à 15,4 milliards de marks.

■ **LOGICIELS** : les sociétés françaises Cyano et AB Soft vont coter en Bourse. La première a annoncé, jeudi 13 novembre, qu'elle entrera en décembre au nouveau marché, à Paris, et au Nasdaq, à New York. La seconde entrera au Nouveau marché, à Paris, début décembre.

■ **AIR FRANCE** : l'appel à la grève de plusieurs syndicats de pilotes de l'ex-Air Inter, maintenant intégrés à Air France, devait, selon le groupe, entraîner, vendredi 14 novembre, moins de 10 % d'annulations sur les vols court et moyen courriers. Le réseau long courrier ne sera pas affecté. Les clients d'Air France peuvent se renseigner sur les perturbations attendues au service réservation : 0802 802 802.

■ **ARMEMENT** : Alain Richard, ministre de la défense, a, selon la CFTD, annoncé, jeudi 13 novembre, que les ouvriers de la direction des constructions navales (DCN) et de Giat Industries, pourront bénéficier de mesures d'âge dès 52 ans, entre 1998 et l'an 2 000.



SUÈDE 58. DIEU EST NOIR.

IL A 17 ANS ET IL S'APPELLE PELÉ. CINO HUTS ET QUELQUES MIRACLES PLUS TARD, LE BRÉSIL DEVIENT CHAMPION DU MONDE. UN PREMIER TITRE MONDIAL QUI MARQUE LA FIN D'UN COMPLEXE CULTUREL.

LA COUPE DU MONDE, C'EST BIEN PLUS QU'UNE HISTOIRE DE COULEURS DE MAILLOTS.

En vente partout où il y a des livres.

15 COUPES DU MONDE DE FOOTBALL - 1 COFFRET - 2 VOLUMES - 512 PAGES - 275F

L'EQUIPE
PLUS VITE, PLUS BIEN, PLUS LOIN

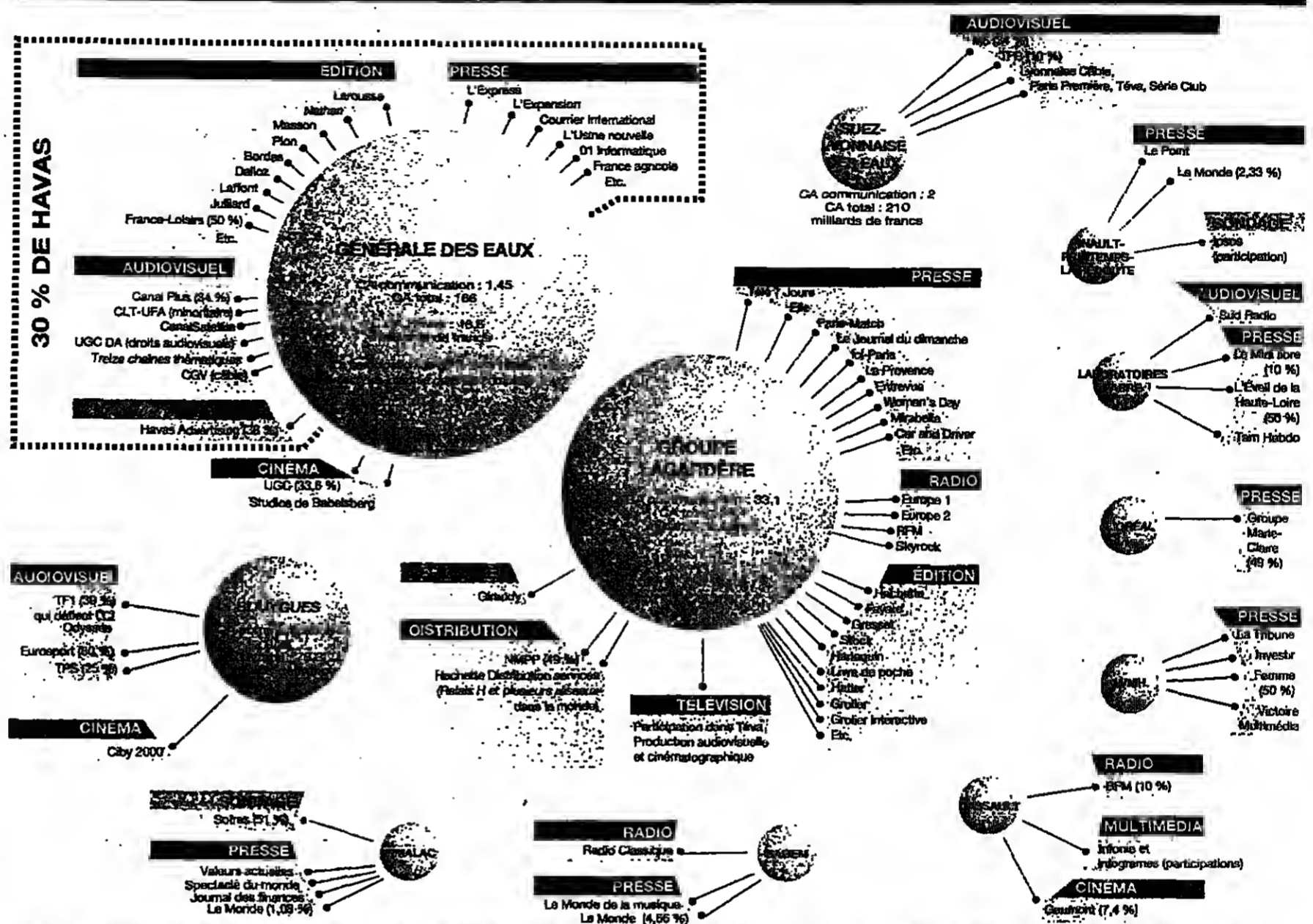
COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 15 NOVEMBRE 1997

Les médias et l'industrie continuent à entretenir des liaisons dangereuses

Les principaux groupes de communication français sont adossés à des entreprises dont les activités sont liées aux marchés publics. Cette particularité est due à la fragilité des sociétés du secteur et à la volonté des industriels de se diversifier et de disposer de moyens d'influence

Les principaux industriels dans les médias



Le paysage médiatique français est dominé par quatre groupes industriels : la Générale des Eaux, le groupe Lagardère, Bouygues et Suez-Lyonnaise des Eaux. L'activité de ces entreprises est souvent liée aux marchés publics. De nombreux industriels ont des intérêts dans des groupes de communication, tandis que les entreprises centrées sur les médias sont souvent d'origine familiale et ont rarement un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs. Les sociétés audiovisuelles publiques (France Télévision, Radio France, la Cinquième-Art, INA, RFO, RFI) représentent quant à elles un budget de près de 18 milliards, dont 11,6 milliards de subventions.

VIEUX DÉMONS
La prise de contrôle du Point par François Pinault et la candidature au groupe de Serge Dassault au rachat de L'Express - dont la vente a été annulée - relancent le débat sur le rôle des industriels dans les médias. En cédant en 1995 ces deux journaux à Havas et en annonçant le retrait d'Alcatel-Alsthom de l'univers des médias, Serge Tchuruk avait pourtant tranché : « Les professionnels de la communication font de la communication et les industriels de l'industrie ».

Cette sentence nette aurait pu inaugurer une nouvelle ère : celle des groupes de communication. Mais, deux ans après, l'univers médiatique français revient à ses vieux démons. La presse a en effet une longue expérience des rapports douteux entre les journaux et les puissances économiques et politiques, qui ont culminé sous la III^e République : du parfumeur François Coty, qui racheta Le Figaro et Le Gaulois, à l'industriel des textiles Jean Prouvost, qui possédait avant guerre Paris-Soir et Marie-Claire. L'exemple le plus symbolique reste la prise de contrôle de l'ancien Monde, Le Temps, par le comte des Forges. Les législateurs de la Libération ont voulu protéger la presse de ces dérives d'avant guerre en assurant une transparence à la propriété des journaux.

Cela n'a empêché ni le retour de Jean Prouvost, qui fut ministre au début de la guerre, à la tête du Figaro, de Marie-Claire ou de Paris-Match, ni les expériences médiatiques de Marcel Dassault, ni la

constitution du groupe Hersant, ni le poids dominant de l'ancienne « pieuvre verte », Hachette, dont Matra a pris le contrôle en 1980. La libération du paysage audiovisuel au début des années 80 va accentuer le phénomène et mettre en évidence la faiblesse des groupes de communication français.

Jérôme Seydoux est l'un des rares industriels à avoir clairement scindé son groupe en deux parties pour abriter ses activités industrielles dans Chargeurs et ses actifs dans la communication dans Pathé (cinéma, télévision par satellite, Libération). L'exemple a été peu suivi en France. Jean-Luc Lagardère, patron de Matra et d'Hachette, s'y est refusé.

Pour certains industriels, le contrôle d'un média relève du traitement d'une « danseuse » : il per-

met d'assouvir un certain goût du pouvoir ou d'avoir une tribune à sa disposition. Parfois la situation se révèle inconfortable. Bernard Arnault a expérimenté les limites des bienfaits de la possession des journaux. La reprise de La Tribune puis d'Investir a été peu appréciée par les marchés financiers. La Tribune, comme d'autres, est placée dans une position paradoxale : appartenir à un groupe très riche, qui accorde des moyens limités pour développer son journal.

D'autres industriels ont engagé une véritable politique de diversification dans les médias. Pour de bonnes ou de mauvaises raisons. La convergence de l'informatique, de la téléphonie et de la communication bouscule les frontières médiatiques. Mais l'adossement des télévisions privées en France à des

groupes de services ayant accès à des marchés publics est le reflet d'une histoire mouvementée de l'audiovisuel. Pour ces groupes, posséder une « fenêtre » dans la télévision, c'est aussi s'assurer d'une « stratégie de boomerang ».

MÉLANGE DES GENRES
Dans le livre TF1, un pouvoir (Le Monde du 24 mai), qui décortique la stratégie de Bouygues, Christopher Nick et Pierre Péan affirment que le groupe, opérateur de la première chaîne française, s'est servi du petit écran pour faire la promotion de ses candidats favoris aux élections présidentielles, de Michel Noir à Edouard Balladur. Et si le journal télévisé de 20 heures ne permet d'inviter chaque année sur TF1 qu'un millier de personnalités, LCI devient le « tour de ratissage »

et multiplie par 25 le nombre d'invités « qui comptent : ceux qui passent des contrats, ceux qui votent les lois », précisent les deux auteurs.

Les risques de mélange des genres entre les groupes ayant accès à des marchés publics de la Générale des Eaux au groupe Lagardère, en passant par Bouygues et la Lyonnaise des Eaux) et les médias ont été fortement dénoncés par le PS, et notamment par le député Didier Mathus (PS, Saône-et-Loire), qui souhaite imposer une limite stricte, de 10 % maximum, à leur participation dans les chaînes privées.

Le soupçon de désir d'influence n'est jamais loin. Mais Pierre Suard avait beau posséder L'Express et Le Point, et être l'actionnaire principal de CEP-Communication, cela ne l'a pas empêché de tomber sur les

« affaires ». Le PDG d'Alcatel-Alsthom ira même jusqu'à supprimer le budget publicitaire de L'Expansion, dont il était actionnaire, à la suite d'un article qui lui déplaisait. Autre constat : un certain nombre d'entreprises détentrices de médias ont été la cible d'enquêtes judiciaires.

Les grands groupes de communication, dont le métier est d'informer, dépendent donc d'industriels qui ont souvent intérêt à ce que cette information ne circule pas. Les projets de loi du gouvernement pléthorent. Les liens sont si imbriqués qu'il est difficile de rompre ce cercle vicieux et dangereux sans faire exploser le système. C'est l'information qui risque d'en payer le prix.

Alain Salles et Nicole Vulser

Les grands groupes et l'actionnariat du journal « Le Monde »

LE MONDE a procédé en 1995 à une augmentation de capital, qui a fait entrer de nombreux actionnaires. Mais l'actionnaire principal du journal reste la société des rédacteurs, qui détient la minorité de blocage, avec 33,35 % du capital. Au total, 52,6 % du capital appartiennent à des actionnaires dits « internes » (société des rédacteurs, société des cadres, société des employés et société des personnels, association Hubert-Beuve-Méry). Les actionnaires dits « externes » possèdent quant à eux 47,4 % du capital.

En 1985, la société des lecteurs et Le Monde-Entreprises - regroupant de nombreuses sociétés, comme le Crédit mutuel ou Total -, avaient marqué la première arrivée de capitaux extérieurs au journal. Parmi les actionnaires présents depuis 1995 figurent des groupes de communication (CLT-UFA, Canal Plus, La Stampa, The European, Edipresse), de nombreux acteurs de l'économie sociale (Médéric Prévoyance, AGR Prévoyance, etc.)

ainsi que plusieurs groupes d'industrie ou de services : la Sagem, Crédit local de France, Artémis (François Pinault), Fimalac, Saint-Gobain, le GAN, etc. L'ensemble des actionnaires extérieurs n'entendent pas « interférer avec la vie rédactionnelle du journal ».

Le conseil de surveillance a adopté, en 1995, une charte dans laquelle il proclame « son attachement à l'indépendance du Monde vis-à-vis de tous les pouvoirs » et entend « exercer ses responsabilités sur la bonne marche économique de l'entreprise, qui dépend de l'engagement de tous, sans intervenir sur le contenu des publications ».

Enfin, les actionnaires s'engagent « à prendre en compte le seul intérêt du Monde, à préserver son indépendance et à respecter son pluralisme. Afin d'éviter tout conflit d'intérêts, cet exercice se fera dans une stricte indépendance à l'égard des autres engagements, liens ou relations qu'ils peuvent avoir dans la vie économique et les médias ».

Le « mauvais exemple » italien

En France, les médias sont rarement détenus par un groupe familial ou de communication, à l'instar de Kirch et Bertelsmann en Allemagne, ou Murdoch en Grande-Bretagne. A une moindre échelle, l'empire de Robert Hersant fait partie de cette catégorie de groupes encore indépendants, tout comme de nombreux titres de la presse régionale, qui souffrent bien souvent d'une sous-capitalisation les empêchant de se développer. En Italie, le schéma franco-français domine : le groupe Fiat contrôle Rizzoli, et donc La Stampa et Le Corriere della Sera, tandis que Berlusconi, qui a bâti sa fortune grâce à l'immobilier et la distribution, règne en maître sur les télévisions privées. De plus, L'Espresso et La Repubblica sont adossés au groupe de Carlo de Benedetti. Enfin, aux Etats-Unis, le bouquet numérique DirecTV est détenu par Hughes (General Motors), et la chaîne NBC est contrôlée par le géant General Electric.

Le Grand Débat France Culture - Le Monde

animé par Alain Rollat

Le partage du travail est-il une utopie ?

avec Jacques Barrot, Michel Godet, François Hollande, Pierre Larrouyrou et Béatrice Majnani d'Intignano.

les lundis 17 et 24 novembre, 21h-22h

France Culture

Le Monde

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

swagen serait sur le point acheter Rolls-Royce

مذا من لامل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / SAMEDI 15 NOVEMBRE 1997 / 23

REGLLEMENT MENSUEL

VENDREDI 14 NOVEMBRE
Liquidation : 21 novembre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12 h 30

PARIS
CAC 40
+1,34%
2736,83

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various international companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various international companies and their stock prices.

COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various international companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various international companies and their stock prices.

SECOND MARCHÉ

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various international companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various international companies and their stock prices.

SICAV et FCP

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various international companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Lists various international companies and their stock prices.

(voir noire), autographes, cartes postales.
Les deux catalogues des ventes sur Internet (www.vente-postale.com), clôturées les 17 et 24 novembre 2010 à 18 heures, ont été vendus le 9 et 8 décembre, comptent plus de 100 000 lots. A noter : en classiques du 19^e siècle, un non-dentelé du 18^e siècle, un Empire (départ de la France, 1804) (départ de la France, 1804), des «pigeons» de la guerre de 1870, des cartes postales départementales. Les ventes sur offres Atout Phil (tél. : 01-39-16-91-57) clôturée le 28 novembre 2010, dont en couverture, une belle série de cinq Arluo 75 (n° 1783) en papier bleu au lieu de brun, trois exemplaires par deux normaux (départ de la France, 1804).

هكذا من لاصح

34 / LE MONDE / SAMEDI 15 NOVEMBRE 1997

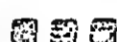
(Publicité)

De meilleurs services:
engagements actions

A la SNCF, on s'est engagés, on a agi.



Vous avez été consultés au printemps 96. Nous avons alors mis en place de nouveaux services en juin 1996 et mars 1997. Aujourd'hui, nous vous en donnons le bilan région par région : venez le chercher en gare. Vous découvrirez ce qui a été réalisé dans votre gare et le résultat de nos engagements nationaux dont voici quelques extraits :



Plus simple et plus pratique

Vous pouvez recevoir à domicile vos billets commandés par téléphone ou minitel. Vous êtes déjà plus de 250 000 à l'avoir fait.

Plus facile et moins cher

Depuis juin 1997, près de 600 000 Cartes 12-25 ont été demandées, pour plus de 4 millions de billets avec des réductions jusqu'à 50 %. Toujours pour les 12-25 ans, 4 millions de billets Découverte 12-25 avec réduction automatique de 25 %, ont été délivrés.

Ils étaient 70 000 cet été, deux fois plus que prévu : les enfants de moins de 4 ans bénéficient désormais d'une place assise à 50 francs, quel que soit le trajet, avec le billet Bambin.



Plus ponctuel

Nous nous étions engagés à ce que 90 % des trains arrivent à l'heure à 10 minutes près. En juillet, c'était le cas pour 90,8 %. Et pour les 4,9 % des trains avec un retard important, nous compensons vos billets à 25 % pour plus de 30 minutes et à 50 % pour plus d'une heure. Bons ou mauvais, nos résultats sont affichés régulièrement en gare.

Plus réactif et plus précis

Pour mieux vous informer et réagir plus vite en situation perturbée, nous avons mis en place un réseau Voyageurs Assistance reliant 1109 gares, 22 PC régionaux et un PC national. Prochaine étape : un numéro de téléphone SNCF unique, pour connaître rapidement et facilement les perturbations éventuelles.



Plus accueillant

Un important programme d'améliorations a été mis en place.

Pour mieux vous informer et vous orienter, quarante gares ont créé des espaces d'accueil ou renouvelé leurs services.

Pour votre confort, soixante gares ont créé des salles d'attente, installé des sièges dans les halls, des abris vitrés sur les quais... ou développé un nouveau service de portage des bagages.

Un programme d'amélioration de la propreté a été lancé.

Cent vingt gares se sont équipées de fauteuils roulants et des élévateurs facilitant l'accès aux trains ont été installés dans deux cents gares.



A vous de juger.

Du 24 novembre au 5 décembre dans les gares,
venez en discuter avec les cheminots.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF

BBDO CORPORATE

ISM
IUA